la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste
Première année No.1

N° 1 Juillet-Août 1974

la lanterne noire

Revue de Critique Anarchiste

SOMMAIRE

Pour toute correspondance : **P. BLACHIER, B.P. 14**
92360 MEUDON LA FORET
(ne pas mentionner *La Lanterne Noire*)

Directeur de la publication : **J.-P. DUTEUIL**

Pour tout paiement : **envoyer provisoirement l'argent à la B.P.**

Prix du numéro : **4,50 F**

Abonnement Quatre numéros : **18 F**

Abonnement de de soutien : —

Imp. La Ruche Ouvrière, 10, rue de Montmorency, 75003 Paris

NOS POINTS COMMUNS

L'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre sont basées non seulement sur les rapports de production mais aussi sur la **reproduction** des conditions de la production.

L'Etat garantit et légitime la perpétuation du système établi. Par l'intermédiaire de l'école, de la police, de la justice, de l'armée, il détient le monopole de la force, de la violence, avec ou sans la complicité de leurs victimes.

La Révolution est la seule possibilité de changement. C'est le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes. Une nouvelle situation résultera des forces mises en mouvement et de la profondeur de la contestation. C'est un aboutissement et un commencement.

Mais dans le processus révolutionnaire peuvent se transférer du vieux monde à la société qui naît, des éléments qui rendent possible la reconstruction de la structure de domination et d'exploitation (la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la bureaucratie).

C'est ainsi que la Révolution, insurrectionnelle et expropriatrice, ne saurait être, ni s'attribuer, la représentation d'une quelconque catégorie sociale plus ou moins abstraite. Ni au « nom du peuple », ni du « prolétariat », ni de quoi que ce soit. Elle sera l'expression concrète de ces catégories-là, définies dans l'action et parlant par elles-mêmes. Ni la dictature d'un parti au nom d'une classe, ni le gouvernement d'une classe, serait-ce le prolétariat, sur d'autres classes exploitées (paysans, employés...). La Révolution sera la destruction de la forme capitaliste de production, la fin de la division de classes, de la domination d'une classe sur une autre.

Pour nous la Révolution signifie la disparition de la division sociale et technique du travail, de la séparation manuels/intellectuels, de la séparation ville/campagne et, fondamentalement, de la séparation dirigeants/exécutants. Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontariste. Quoiqu'indispensables, les modifications au niveau des relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel.

Changer le système de production, c'est aussi changer l'ensemble de la technologie liée à ces divisions, afin de changer la manière dont les hommes produisent, et établir des rapports égalitaires entre eux et dans tous les domaines, et non un simple contrôle, aussi démocratique soit-il, où l'ouvrier resterait « maître » de **son** usine, le paysan de **son** champ, etc. . Cela implique une rotation des tâches entre différents types de production, et exclut tout

Etat, même transitoire, toute forme de centralisme, même démocratique, tout réformisme, même musclé.

Nous ne savons pas comment cela est possible, mais plutôt que sans cela, rien n'est possible (en tout cas pas le socialisme). L'une de nos tâches est de discuter et d'envisager ces possibilités dès maintenant, en évitant tout dogmatisme.

Le fait que nous pensions que le prolétariat ne soit plus en voie d'expansion dans les pays développés, ni qu'il soit le seul moteur de l'histoire, ne veut pas dire qu'il est remplacé dans cette fonction. Remplacer ouvrier par jeune ou par marginal, ou par technicien, selon les cas ou les intérêts du moment, c'est tomber dans le mode de pensée abstrait qui fait du prolétariat d'usine **la** classe révolutionnaire.

Il y a dans chacun de nous, mais suivant des processus différents, du capitalisme, du fascisme, de la répression. Etre révolutionnaire c'est lutter aussi contre cela, et en tenir compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une masse potentiellement révolutionnaire « trahie » par des méchants bureaucrates, mais que le capitalisme ne pourra sécréter ses éléments de stabilisation (tous les syndicats, tous les partis) qu'aussi lontemps que nous les aurons dans la tête. Cela ne signifie pas qu'il faille changer « l'individu » avant la société, mais que nous devons essayer de comprendre les rapports entre les institutions répressives et nous sans tomber dans la problématique de la poule et de l'œuf. Le changement et la « conscience » s'acquièrent dans la lutte contre tout ce qui dirige, centralise, contre toutes les institutions intermédiaires et idéologiques, et en définitive contre l'Etat, et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas seulement dans nos lieux de travail.

Notre projet est donc anti-autoritaire et anti-étatique.

En conséquence, le rôle d'un groupe révolutionnaire, n'est pas de représenter ni d'organiser qui que ce soit, mais de participer (sans séparation entre théorie et pratique, autant que cela soit possible) à la destruction du capitalisme, en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il souhaite. Il n'est pas extérieur à des masses qui sans lui ne seraient que réformistes, il en est une partie minuscule qui ne désire ni diriger ni être dirigée et qui a décidé de s'exprimer, de proposer, d'analyser, de lutter.

La contradiction et les oppositions entre un groupe et le reste de la société existent, mais finalement pas davantage qu'entre différentes couches sociales, qu'entre différentes fractions du prolétariat. Le danger d'avant-gardisme existe aussi dans la mesure où tout le monde ne s'exprime pas et ne propose pas, et où des canaux égalitaires d'échange n'existent pas. Il nous faut donc favoriser au maximum l'éclosion de l'expression, la création de multiples canaux d'échange, et ce sans tomber dans le piège d'une radicalité élitiste qui n'est que le revers de la médaille du frontisme réformiste. Et cela n'est pas simple, quand il s'agit de définir une stratégie révolutionnaire, les groupes ont tendance à aller de l'une à l'autre, d'un jour à l'autre.

Nous ne pensons pas que le « socialisme » soit contenu inéluctablement dans le capitalisme à cause de ses contradictions internes. Cette vision idéaliste de l'histoire a plusieurs inconvénients :

— triomphalisme qui masque les difficultés profondes à résoudre,

— tendance à ne rien faire et attendre,

— situer toujours et uniquement le problème au niveau économique et politique,

— favoriser des institutions qui, au nom de leur prétendue place dans le « sens de l'histoire », acceptent la légalité, et ne sont en fait que des moyens de conservation du système.

Ces conséquences font que nous refusons cette conception de l'histoire non pas parce qu'elle est fausse ou vraie : il n'existe pas plus de science de la révolution que de science de l'histoire. C'est en fonction de notre **projet révolutionnaire**, anti-étatique, anti-autoritaire, anti-centraliste, que nous jugeons l'histoire et les systèmes politiques et économiques, et que nous luttons.

QUI SOMMES-NOUS ?

QUE VOULONS-NOUS FAIRE ?

Nous sommes issus de deux groupes qui existaient avant mai 68 : « Noir et Rouge » et « ICO » (Informations, Correspondances Ouvrières). N&R était une revue d'études qui désirait aborder tous les problèmes, sans tabous idéologiques tout en se réclamant de l'anarchisme. ICO était à l'origine un groupe de travailleurs qui dénonçait le syndicalisme comme allié indispensable du capitalisme — de l'Est et de l'Ouest. Après mai 68, ces deux groupes subirent une évolution qui fit éclater leur structure traditionnelle. N&R devint un carrefour de rencontres, d'initiatives, tout en voulant continuer un travail collectif d'études. Mais après un dernier numéro d'analyse, le groupe décida de saborder la revue à la suite de l'impuissance collective à pouvoir concilier les deux. ICO reçut un afflux de militants de mai, plus intéressés par des problèmes liés à la vie quotidienne hors des boîtes que par une réflexion sur les problèmes plus strictement liés aux « lieux de travail. ». Ces deux optiques cohabitèrent jusqu'en 1973 pour éclater ensuite. Une analyse, « un point de vue »* a été écrit à ce sujet par un camarade

---

*... SIMON Henri, 34, rue Saint-Sébastien, 75011 Paris.

De ces trois positions — revue d'étude, problèmes du travail, problèmes idéologico-individuels —, laquelle choisissons-nous ?

En fait, il n'est pas fait une séparation a priori, et sans tomber dans l'éclectisme du groupe qui veut publier pour admirer sa propre signature à défaut d'être publié par « Le Monde » ou le « Nouvel Obs », nous sentons que nous ne nous reconnaissons pas dans d'autres revues et que nous avons à faire œuvre de présence.

Nous avons commencé à nous définir plus profondément en abordant le titre de la revue· Mis à part le fétichisme mi-religieux mi-barroque que certains accordent au titre, et au sous-titre, il est apparu que pour les uns la référence à l'anarchisme est nécessaire parce qu'ils s'identifient à des analyses et des expériences et que, sans tomber dans le dogme, il y a des principes fondamentaux que nous reconnaissons tous (anti-Etat, non-hiérarchie, révocation immédiate, rotation, ...). Pour les autres, toute étiquette est à abandonner car elle nuit à la communication avec les lecteurs et adopter un « isme », c'est accepter certaines propositions qui peuvent cacher, bloquer la compréhension de la réalité. D'autres camarades n'accordaient que peu d'importance à ce type de problème. C'est pour l'instant la première position qui s'est trouvée « majoritaire ».

Cette division au départ ne semble pas un obstacle à la fabrication d'une revue en commun, avec les discussions qui en surgiront.

Et socialement, qui somme-nous ? Une majorité d'enseignants (supérieurs et secondaires !), des employés et ouvriers. De toute façon, tous plus ou moins des intellectuels, si ce n'est par la profession du moins par le fait que nous sommes « militants ».

— Pourrons-nous dépasser ces oppositions sociales ?

— Ce que chacun écrira sera-t-il lié à ce qu'il est socialement ?

Le débat est ouvert et la réponse viendra de nous et aussi des lecteurs.

Ce qui nous rassemble ce sont bien entendu nos positions de base, celles exprimées dans les points communs, mais aussi un certain nombre de « réflexes » communs face à des situations précises, réflexes dont nous constatons la réalité ponctuellement, épisodiquement et négativement, par rapport à tel événement, par rapport à tel ou tel groupe, telle ou telle position.

Même si nous ne nous reconnaissons pas dans les groupes et publications existantes, certains nous sont proches, mais en partie seulement. Aussi envisageons-nous de discuter, avec différents groupes anti-autoritaires, d'horizons divers, et de participer à un débat qui doit avoir lieu sur toute une série de problèmes (voir Thèmes pour la Controverse).

Nous ferons une part approfondie aux comptes rendus, critiques de différents livres, journaux, revues, brochures, etc.

De plus, par la suite, chaque numéro sera pour moitié au moins consacré à un sujet particulier avec des articles contradictoires, écrits par nous ou que nous recevrons ou traduirons. Place sera faite également au courrier des lecteurs...

Cependant, il va de soi que nous ne sommes pas une tribune libre, ni un fourre-tout, et que nous restons les seuls maîtres (en bons anarchistes !) de décider de ce que nous publions.

Abats l'Etat !

L'exploitation économique, la division du travail, la division technique, la division sociale, la hiérarchie, la domination. Le pouvoir d'Etat.

La vie morcellée, mesurée, assassinée. La misère et l'ennui. Le travail à la chaîne, les heures sans vie, la répétition, la reproduction du même geste, du même acte. La mort absorbant la vie. La mauvaise mort de la mauvaise vie.

La passivité, le spectacle généralisé, le conditionnement, la mode et le suffrage universel. Une illusion, toute petite, codifiée, réaliste, bien aménagée : les élections. Sans aventure, sans risque, un vote pour changer la vie. L'acte est minime, la promesse énorme, le résultat, nul.

Entre la consommation ostentatoire et la misère, entre la bourgeoisie exploiteuse et l'immigrant sans pain ni droit, la domination de classe s'installe ; l'idéologie unificatrice réduit le conflit aux limites prévues par le système, l'entoure du carcan matelassé de la légitimité. Le prolétariat, la paysannerie, assoupi, choisit ses délégués et attend · s'adapte, choisit ses chefs et attend ; s'intègre, choisit ses gouvernants et attend.

Les ouvriers travaillent (les femmes avec deux patrons), les intellectuels écrivent, les syndicalistes et les bureaucrates transmettent la consigne, le code, les politiciens gouvernent ou se préparent à gouverner.

Mais la violence en sourdine de la vie quotidienne n'est pas seule à soutenir le vieux monde. La force, la seule force légitimée, celle de l'Etat, se montre à face dévoilée telle qu'elle est, violence de classe, quand la rebellion exige le changement et met en danger les privilèges, le capital, le pouvoir.

Et la rebellion existe. Le nouveau monde est en gestation .La vie, la véritable vie s'y concentre. Les grèves sauvages, le mouvement qui amalgame l'usine et la rue. La spontanéité du geste collectif qui unifie le long travail des idées et de l'action, l'action directe.

Et aussi l'attentat, la séquestration politique, la guerrilla, la minorité, la lutte. Et la répression, la torture, la prison, le racisme, le génocide ou la guerre, suprême recours du parti de l'ordre.

Face au système établi, une hypothèse : la Révolution.

La Révolution, le changement total face à la totalisation de l'ordre d'Etat. Le monde du possible ouvrant une brêche dans le réalisme quotidien. L'abolition du salariat, de la propriété privée et de l'Etat. La Révolution, un mouvement collectif expropriateur et anti-étatiste. L'abolition de la division dirigeant-dirigé.

Est-elle possible ? En tout cas c'est un pari et une lutte. Il n'y a pas d'eschatologie, l'attente du Grand Soir est un alibi. Mais c'est la construction d'un mouvement, c'est un effort constant, ici et maintenant. C'est un risque. C'est une rupture. C'est la seule possibilité du changement.

Ne pas accepter les règles du jeu, jeu truqué par la domination de classe. Refuser les conditions imposées par la légitimité instituée, légale, d'Etat. La Révolution c'est la destruction de la division du travail, de l'autorité patriarchale, de la domination de classe, du pouvoir d'Etat.

Avant, pendant et après : Abats l'Etat.

Avant, parce que l'Etat est aussi à l'intérieur de chacun, intériorisé sous forme de relation entre les hommes. Révolutionnaires et conservateurs sont le fruit du même projet historique. Refus par les uns, acceptation par les autres, de la même socialisation, les mêmes institutions : l'élevage de nourrissons, l'école, l'armée, l'usine. Les mêmes mythes : l'église ou la patrie. La famille. La même vie quotidienne.

Pendant, parce que le vieux monde est dur à crever et l'insurrection, qui désarticule l'Etat constitué, a tendance à chercher un nouveau centre de légitimation de l'action révolutionnaire, un nouveau centre de décision, un nouveau groupe de délégués, spécialistes, bureaucrates, une nouvelle classe de dirigeants. Un nouveau pouvoir d'Etat.

Après, enfin, nous commencerons, nous continuerons. Abats l'Etat !

NICOLAS

Dans le prochain numéro : **Commentaires et critiques des textes faits par différents groupes sur Lip : Révolution internationale, Négation, Mise au point, Livre de R. Lourau, Utopie. . .**

THEMES POUR LA CONTROVERSE

Ce premier numéro de La Lanterne Noire **voudrait être le début d'une controverse que nous croyons fondamentale pour le mouvement révolutionnaire anti-autoritaire.**

Nombre d'idées nouvelles et de nouveaux problèmes circulent constamment depuis mai 68 sans qu'un véritable débat puisse se structurer, puisse sortir du ghetto gauchiste. Chaque groupe, chaque individu défend plus ou moins sporadiquement son point de vue sans que le sujet soit enrichi par une discussion sérieuse et approfondie.

Cette discussion, qui sera une de nos préoccupations majeures, devra occuper une place importante dans la revue. Nous présentons ici quelques-uns des sujets qui sont apparus initialement au sein de notre groupe et que nous souhaitons développer dans les prochains numéros.

Nous n'avons pas d'idées toutes faites une fois pour toutes, ni de sujets tabous, ni de « doctrine » à apprendre (seulement quelques préjugés salutaires à défendre). L'élaboration collective sera la base de notre travail.

Introduction au problème de la division du travail

L'autogestion, le communisme, le socialisme, l'anarchie ...

OK pour tous ces termes, mais à condition qu'ils contiennent tous au minimum une société non hiérarchisée où chaque individu a tout pouvoir sur sa vie et sur sa production, ou les privilèges sociaux n'existent plus, bref, une société sans Etat, et où toutes les divisions (pas forcément toutes les différences) manuels-intellectuels, etc, sont abolies.

Mais c'est à partir de là que se posent tous les problèmes ; si l'on considère que la division sociale du travail, c'est la position sociale, donc les privilèges, qui sont « affectés » à chacun en fonction de sa position dans le processus de production, d'où vient cette division sociale ?

— est-elle liée à la division technique du travail (c'est-à-dire à l'instrument précis que chacun utilise) ? Certainement, mais dans quelle mesure ?

— on prétend souvent que la division technique est nécessaire car tout le monde ne peut pas *tout* connaître. Mais alors dans ce cas là, comment faire pour que sur la base de la « compétence », de la « spécialité » ne se recréent pas des privilèges, de la hiérarchie, puis des classes ?

— si l'on pense que c'est la division technique elle-même qu'il faut supprimer, comment la vie sociale peut elle s'organiser, et avec quel type de production, avec quels instruments ?

— il est certain que la « rotation des tâches » sera un « instrument » nécessaire à la garantie de non retour aux privilèges et à la hiérarchie, mais alors comment faire pour que les techniques soient ouvertes à tous, comment ne pas donner un caractère totalitaire à cette rotation ? comment le désir peut-il s'insérer là-dedans, et que savons-nous de ce qui pourrait être alors le désir ?

— et puis quel rapport y a-t-il entre l'organisation sociale d'une société et les techniques qu'elle utilise ? est-ce la machine à vapeur qui a engendré le capitalisme comme le pensait Marx, ou au contraire le capitalisme qui a créé la machine à vapeur (cf. S.A. Maglin dans

« Critique de la division du travail » aux éd. du Seuil). Autrement dit, les techniques sont-elles liées pour toujours à une société dont nous ne voulons plus, ou bien peuvent-elles être subverties et remises au service de l'homme ?

Ou alors le problème n'est-il pas plutôt comme le dit M. Bookchin dans « Vers une technologie libératrice » (voir notre présentation) :

« ...savoir s'il y a un potentiel libérateur dans la technologie moderne, et si cette technologie renferme des tendances capables de transformer la machine en vue de son utilisation dans une société « organique », tournée vers l'homme ? »

Face à ces problèmes, on se trouve souvent face à deux types de réponses ;

— d'un côté une confiance aveugle et illimitée dans le développement du capitalisme, de la technique, de la technologie ; les problèmes ne sont que « sociaux », « politiques », d'« organisation », de « contrôle ». C'est la position de certains autogestionnaires, qui confondent gestion, même collective et à la base, du capital, et gestion de sa propre existence, ou du moins qui voient dans la première une « étape » vers la société sans classe (cf LIP et ses illusions).

Cette foi aveugle est en fait une foi cachée pour la hiérarchie comme chez Engels qui dit :

« Si l'homme à force de savoir et de génie inventif a domestiqué les forces de la nature, ces dernières prennent leur revanche sur lui en le soumettant, dans la mesure où il les emploie, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, revient à vouloir abolir l'industrie elle-même, à détruire le métier mécanique pour en revenir au rouet ».

« On authority, almenacco republicano » 1894

Autrement dit, puisque pour lui, le socialisme est lié au développement du capitalisme donc au passage du rouet au métier mécanique, vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est être contre le socialisme. Ben voyons !

— d'un autre côté, une critique radicale de la première position, mais avec à la clé, soit le retour à la nature, soit des incantations magiques pour une fin mythique du travail.

Aucune de ces réponses ne nous convenant, il s'agit bien sûr d'en trouver d'autres ; comment la division du travail intervient concrètement sur notre vie, qu'entraîne-t-elle dans tous nos rapports? Il faut nous employer à trouver des réponses si nous ne voulons pas que l'autogestion, l'anarchie, le socialisme, le communisme, ne restent que des constructions intellectuelles, des religions, des utopies, et non une utopie que nous pensons pouvoir vivre un jour.

Classe et idéologie

L'une de nos premières discussions s'engagea sur le problème de l'*idéologie* et la *position de classe.* Le point de départ fut une constatation : notre groupe se définit comme tel en fonction d'une prise de position *politique révolutionnaire.* C'est-à-dire que la définition idéologique est préalable, au niveau individuel, et constitue la raison de notre rassemblement.

Nous ne sommes pas un groupe d'usine, nous ne sommes pas un groupe de quartier. Nous sommes un groupe idéologique.

Quel est le rapport que nous pouvons déceler entre notre appartenance de classe, actuelle et d'origine, et notre idéologie politique ? A un autre niveau, quel est le rapport qui existe entre la classe sociale et la composition de classe de différents mouvements révolutionnaires ?

Et cette réflexion ne peut pas échapper à la prégnance de « l'idéologie dominante » c'est-à-dire, à la position privilégiée qu'occupe le prolétariat urbain (industrie) dans la théorie révolutionnaire. (Référence à un autre problème à discuter : Luttes de classes et classes sociales. Prolétariat et bourgeoisie. Fonction révolutionnaire de la classe : le rôle historique du prolétariat. Changement de structures de classes dans le capitalisme avancé.)

Il semble évident que le rapport entre « la classe », les individus (agents d'une classe) et l'idéologie, n'est pas immédiat, l'idéologie n'est pas un reflet de la position de classe. En ce qui concerne l'idéologie il faut tenir compte de : 1° l'idéologie en tant qu'instance sociale ; 2° l'idéologie en tant qu'expérience vécue, en tant que pratique, qui « ne passe pas par la conscience » ; 3° l'idéologie en tant que systèmes d'idées ou représentations ; une idéologie politique : le marxisme, l'anarchisme, le conservatisme.

Le rapport n'est pas immédiat, mais quelles sont les médiations ?

Le fait qu'une couche de la classe ouvrière — l'élite ouvrière par ex. — prenne une position réformiste ou de collaboration de classe et qu'elle fasse le jeu de la bourgeoisie admet une explication socio-économique, de même que, dans la bourgeoisie, il y a des « intellectuels » qui défendent des positions de la classe ouvrière.

Mais au niveau individuel ou de groupe il est possible de refuser l'idéologie de sa propre classe, d'être un « traître » à sa classe, et à ce niveau-là l'explication ne peut être que psychologique.

Le problème devient plus aigu si l'on considère qu'un mouvement révolutionnaire ne recoupe pas nécessairement une classe, et dans la mesure où une théorie ou position révolutionnaire est franchement minoritaire et ne « représente pas empiriquement » une classe [sauf pour une théorie politique qui court-circuite le problème liant par définition la théorie (ou la conscience) à la classe] l'explication relève d'une théorie à construire sur la relation des niveaux en jeu.

Ce problème, croyon-nous, est fondamental pour la question de la fonction révolutionnaire d'une classe, de la relation entre les minorités révolutionnaires, l'organisation et le spontanéisme, à l'autonomie de la classe dans son rapport à la conscience, et à la théorie révolutionnaire.

Autres thèmes

Lutte de classes et classes sociales. Prolétariat et Bourgeoisie. Fonction révolutionnaire de la classe : le rôle historique du prolétariat. Changement des structures de classes dans le capitalisme avancé.

La libération de la femme et la révolution. La famille monoganique. Le couple. Le refoulement de la sexualité et la légitimation de la domination et de l'exploitation.

Organisation et spontanéisme. Fonctions de l'organisation. Danger de l'organisation, organisation et bureaucratie. Spontanéité-Parti-Groupe révolutionnaire.

Les Conseils Ouvriers. L'autogestion et les formes de passage à la nouvelle société en rapport avec le modèle insurrectionnel et la planification future.

Problème de violence. Révolution et guerrilla. Organisation clandestine.

La relation entre les luttes autonomes et les minorités révolutionnaires. Autonomie de la classe par rapport à la conscience et à la théorie révolutionnaire.

Nous attendons vos points de vue sur ces sujets... !

Fedayins, vous nous faites chier

Lod, Munich, Rome, Maalot ... FPLP, FDPLP, FATH, Septembre Noir ...

• Des organisations militaires, qui, comme les autres armées de libération nationale, préparent le terrain à une bourgeoisie nationale qui remplacera l'impérialiste, « ennemi prioritaire ». Une armée, creuset d'un futur état qui sera chargé de développer le capital national et d'exploiter les ouvriers et les paysans comme en Algérie et au Viet-nam.

En décembre 73, Hawatmeh : « nous voulons une entité nationale Palestine indépendante quelques soient ses dimensions ».

Les divergences entre les groupes portent seulement sur le « quelques soient ses dimensions » (avec les différentes concessions qui en découlent), en fonction de la lutte pour l'hégémonie dans le futur état palestinien.

• Des dirigeants qui sont déjà des hommes d'état.

Toujours Hawatmeh (considéré longtemps par bon nombre de gauchistes comme le plus à gauche, et qui revendique l'opération de Maalot) : « une fois terminée la répression nationale dont est victime le peuple palestinien, les Palestiniens (leurs dirigeants bien sûr) pourront alors étudier leurs relations futures avec les Israéliens avec l'état d'Israël bien entendu). »

Et M. Arrafat qui négocie, représente, signe des accords...

Et les dizaines « d'ambassadeurs » un peu partout qui se veulent les seuls représentants du peuple palestinien.

• Des alliés « internationaux », pour le moins douteux, des staliniens de Front Rouge, à l'Armée Rouge japonaise Kozo Akamoto (cf. auteur du massacre de Lod), petit groupe fascisant qui s'est illustré par la torture et l'exécution de ses militants dissidents !

On a souvent expliqué les actions terroristes en les attribuant à des militants de base qui tentaient d'échapper au carcan bureaucratique des organisations officielles qui « négociaient sur le dos de la masse ». Schéma classique certe, mais simpliste, car dans ce cas les organisations revendiquent des actions quand elles y ont intérêt (moment où elles sont exclues des négociations internationales) et font semblant de les condamner à d'autres moments (quand elles sont présentes aux négociations, et qu'il s'agit de faire presssion ou de créer une rupture sans pour

autant s'aliéner l'opinion publique mondiale, comme à la conférence d'Alger). D'ailleurs, que sont devenus les terroristes qui leur ont été remis pour y être jugés, comment croire Hawatmeh quand pendant deux ans il condamne ce genre d'action et qu'ensuite, il revendique Maalot ?

Ce n'est pas parce que les palestiniens servent de monnaie d'échange dans les luttes impérialistes au Moyen Orient que nous devons soutenir ceux qui se veulent leurs représentants, ceux qui tentent, sans grand succès, de se faire reconnaître comme interlocuteur valable.

On explique aussi ces actions en leur attribuant le mérite d'exprimer un discours refoulé ; ainsi, dans *Utopie* n° 8, on peut lire :

« L'attaque, par les Palestiniens, d'un Boeing et son incendie sur l'aéroport de Rome au même moment (déc. 73) vise cette liquidation sous la coupe du système international. Elle est une REPONSE ; ce qui flambe, c'est ce que la négociation censure, c'est ce que le DISCOURS refoule. c'est l'intensité d'une PAROLE. La résistance refuse spectaculairement, et à ce moment précis, l'extension d'un ordre, cela doit être clair, dans sa systématique glaciale et totalitaire, dite pacifique. La pacification généralisée de la vie, internationale et quotidienne ; c'est l'organisation où la mort devient l'équivalent général de l'existence ; l'organisation formelle et vide ou la rationalité, l'objectivité, la technicité du pouvoir, et elles seules, ont la parole. C'est cette discipline organique que toute résistance refuse ; et en ce sens, la résistance n'est pas spécifiquement palestinienne (ni une Cause, ni un Nationalisme, ni un Droit Historique), elle déborde radicalement cette singularité et nous sommes tous des Palestiniens. L'avion qui flambe, avec trente personnes à bord — au même titre que le C.E.S. qui brûle —, c'est quelque chose qui PREND la parole ; et c'est là son véritable scandale ... »

A notre avis cette explication mérite quelques critiques :

La violence des Fedayins est une fausse violence révolutionnaire parce qu'elle se situe sur le terrain le plus traditionnel de la guerre, celui de la lutte d'une nation contre une autre au profit des élites dirigeantes présentes et futures, et non sur le terrain d'une lutte ou la masse des travailleurs, palestiniens et israéliens, auraient à lutter ENSEMBLE contre leurs propres bourgeoisies.

Ce sont bien les organisations palestiniennes qui mettent en équivalence la mort et l'existence ; exalter le sacrifice, donc la mort, c'est mettre en avant le mépris, l'action pour l'action, la violence pour la violence, la fin qui justifie les moyens, c'est le désespoir érigé en système, c'est faire le lit du fascisme maintenant comme jadis.

C'est bien de faire la critique de l'humanisme, de la démocratie, et du pacifisme bourgeois, encore faut-il ne pas être fasciné par tout acte

« violent » qui méprise la vie, et exalte le sacrifice au profit d'un idéal supérieur, transcendant la vie même ; sur cette base, combien de « révolutionnaires » ont trouvé refuge auprès du fascisme dans les périodes de recul du mouvement révolutionnaire !

C'est vrai que ces actions sont une prise de parole. Et alors ? Toute prise de parole est-elle révolutionnaire ? L'inconscient qui se libère sous forme de despotisme et de répression est-il vraiment libéré ?

La résistance palestinienne se situe bien dans la logique de la NEGOCIATION. Chacune de ses actions intervient à un moment où certaines forces voudraient l'en écarter, et sont destinées, autant qu'à exprimer le désespoir, à réintroduire cette résistance dans le grand ensemble de la coexistence pacifique. Négocier un état, une place pour diriger, c'est l'ultime revendication de ces armées populaires sans terres.

La dynamique palestinienne est profondément morbide : la lutte pour une cause « au-dessus de la mêlée », pour l'idée que représente la nationalité, le territoire, l'hégémonie. Actions suicidaires, kamikases, idéal pour quelques intellectuels fanatiques qui n'ont pas réussi à entraîner l'ensemble des Palestiniens dans une guerre suicide contre Israël, et qui sont obligés de recruter dans les couches marginales et désespérées de quelques mouvements gauchistes français, allemands ou japonais.

Guerre de tranchée ou l'intérêt « ici-bas et maintenant » disparaît au profit d'un idéal intemporel, c'est la méthode de tous les nationalismes ; des martyrs et une bonne cause, et hop, le tour est joué.

Et en définitive qui sont ces terroristes internationaux ? Le plus souvent des intellectuels ; soit d'origine (le pourcentage d'étudiants dans les différentes universités d'Afrique ou d'Europe, est, en rapport à la population palestinienne, très important pour une nation arabe), soit des gens qui le sont devenus grâce aux privilèges du militantisme international : voyages, contacts, habitude de fréquenter différents milieux, clandestinité, etc... (en plus les mouvements de résistance palestiniens sont très riches comparativement aux autres dans le monde).

Bref, des gens qui, malgré l'aspect tragique de leur situation, vivent, dans tous les sens du terme, justement de cette situation, et qui se sont constitués en groupe, avec ses propres intérêts, qui sont soit de continuer longtemps comme cela, soit de se reconvertir en couche bureaucratique liée à un état.

Non, d'après ce qui nous est relaté par la presse bourgeoise ou « révolutionnaire », depuis la défaite de l'insurrection jordanienne (qui s'est faite en grande partie contre les organisations militaires) où des populations ont tenté de matérialiser elles-mêmes, et de fait, un territoire pour y vivre, il n'y a plus de mouvement révolutionnaire dans cette partie du monde.

MARTIN

Au sujet des groupes « spécifiques »

Il s'agit dans les pages qui suivent d'une amorce de critique des groupes spécifiques, c'est-à-dire des groupes qui se sont formés sur la base de l'appartenance à une catégorie d'âge ou de sexe.

La critique porte, non pas sur la nécessité ou non du surgissement de ces groupes à un moment donné, ni sur la réalité des problèmes qu'ils soulèvent, mais sur le mode d'existence et de fonctionnement de ces groupes.

Après 68, on a vu fleurir une pléthore de groupes spécifiques « autonomes » (FLJ, MLF, FHAR), situés au départ en dehors des groupuscules, et dont la caractéristique est la surenchère à la radicalité, chacun cherchant à s'attribuer le brevet du meilleur révolutionnaire. Le raisonnement sous-jacent et commun à ces groupes est le suivant : le prolétariat a failli à sa mission de fossoyeur de la bourgeoisie et de libérateur universel de l'humanité ; les couches sociales les plus opprimées actuellement par le capitalisme sont par conséquent appelées à remplir cette « mission ».

Ainsi les jeunes, les femmes, les homosexuels deviennent à tour de rôle ou concurremment les « sujets » révolutionnaires de remplacement, le caractère révolutionnaire de ces groupes se mesurant au taux de « marginalisation » ; le modèle le plus adéquat serait d'être femme, immigrée, travailleuse manuelle, et homosexuelle !...

Or que remarque-t-on ? D'une part le racket ou les tentatives de racket des groupuscules sur les catégories précitées, opération déjà réalisée (pour le FCR ex-Ligue Communiste) ou en cours ; récupération des éléments de contestation qui peuvent être organisés ; on donne un strapontin, plus ou moins avancé suivant la conjoncture, aux luttes « spécifiques » : ce phénomène culminant au moment des campagnes électorales où la défense de ces intérêts spécifiques se monnaye en voix. Bref, il s'agit pour les groupuscules, d'unifier les luttes, de réunir tout ce beau monde sous la direction du prolétariat (lire : des intellectuels révolutionnaires).

Par ailleurs, l'existence et le fonctionnement de ces groupes appellent un certain nombre de remarques :

- Il ne suffit pas qu'une catégorie donnée subisse une oppression spécifique (tout à fait réelle du reste) pour qu'elle s'érige en « classe » révolutionnaire ; on retrouve le même processus de fétichisation de la « classe » que dans le marxisme ; rôle religieux et mythique assucé par une classe libératrice — ...

● La création de ces groupes a été le fait de militants qui, après 68, n'arrivaient plus à se situer sur la scène politique de l'extrême-gauche ; refusant la politique « spécialisée », ils ont voulu l'étendre à des champs plus larges et moins traditionnels que celui de la « classe ouvrière », introduisant la notion de « vie quotidienne » (ce qui en soi est positif). Mais pour cela, ils ont créé des organisations (FLJ,MLF, FHAR) qui, au lieu de nier et de dépasser les rapports traditionnels dirigeants-dirigés, reproduisent le plus souvent les mêmes structures de pouvoir : « leaders » au MLF, fétichisation de la personnalité au FLJ ; cf. R. Deshayes.

● Surtout, déterminant leur vision politique globale à partir de leurs intérêts « catégoriels » spécifiques, ils oscillent entre un réformisme démagogique (revendications acceptables pour s'attirer les masses), et un terrorisme fascisant : « les vieux nous briment, il faut les abattre » FLJ, « il faut couper les couilles aux mecs » SCUM ... ou, sans aller si loin ils pensent qu'une société « libérée » ne pourra se construire que sur la base des valeurs et des intérêts des jeunes, des femmes, ou des homosexuels, ceci étant incompatible avec l'existence d'autres catégories...

Pour ce qui est des tendances réformistes de ces groupes, elles s'expliquent par leur prétention à représenter la totalité de la catégorie considérée, et bien sûr à la diriger. Parmi ces actions réformistes, il faut distinguer celles se situant, si ce n'est dans un axe révolutionnaire, du moins dans une optique de « libération » minimum (interventions du MLAC), et d'autres qui tombent dans le légalisme, le « n'importe quoi », la régression, (en contradiction complète le plus souvent avec la radicalité du discours qui les accompagne) ; participent de ces soi-disant « améliorations » (qui, permettent aussi de se créer au passage une clientèle) : la demande de création d'une loi anti-sexiste, la revendication du salaire et de la retraite pour la femme au foyer ; ... et dans un style un peu différent, le FHAR et certains groupes du MLF appelant à voter Mitterrand...

Il est certain que des individus participant de près ou de loin à ces mouvements ne se reconnaîtront pas dans cette analyse ; que des luttes contre les tendances décrites plus haut existent au sein de ces mouvements. Il n'en reste pas moins que c'est ainsi qu'ils apparaissent et qu'ils fonctionnent en tant que groupe ; la base de leur regroupement étant l'homogénéisation des intérêts de tous ceux qui appartiennent à une catégorie d'âge ou de sexe.

Si l'on privilégie un aspect de la lutte (jeune, femme, homosexuel) pour en faire un front unifié, dégagé de toute analyse de l'insertion économico-sociale, et que cela détermine les pratiques et la vision d'une société future, on tombe soit dans le corporatisme des revendications, soit dans une analyse politique réductrice et totalitaire.

Que ces groupes jouent un rôle de « révélateur » à un moment donné, certes ; mais qu'ils s'attribuent la « direction politique » d'une catégorie donnée (en supposant ses intérêts homogènes) et le rôle de « la classe révolutionnaire » nous paraît devoir être critiqué de la même façon que nous critiquons les organisations d'extrême gauche.

AGATHE

Lycées : les 10 %

Pour rétablir l'ordre dans les lycées : les laisser « autogérer » par les usagers... c'est l'exemple fourni par des expériences de « 10 % ».

Les 10 % désignent un capital horaire soustrait au temps d'enseignement (10 % de ce temps) et rendu disponible

> *« en priorité, pour des activités mettant l'accent sur le travail d'équipe des professeurs... il pourra être utilisé par exemple pour le développement du travail indépendant, pour la documentation, et pour d'autres activités éducatives liées à l'enseignement qui impliquent un contact extérieur à l'établissement, telles que stages d'élèves, excursions, etc. »* (Circulaire du 27 mars 1973).

Aucune directive spécifique n'accompagne ces indications parce qu'il est dans l'esprit même de ces 10 % d'être une activité facultative, mal définie, permettant une utilisation très souple laissée au choix du consommateur.

Devant ce vague, les administrations des lycées ont réagi de façon différente. Soit, elles ont décidé d'appliquer autoritairement une mesure qui ne l'était pas. Soit, incertaines, prudentes, elles se sont contentées de diffuser l'information laissant l'initiative aux profs. Ceux-ci, tout aussi réticents, sont restés dans une situation d'attente. De fait, dans ce cas là, ce sont les élèves qui ont réclamé à grands cris l'application de ces 10 % ; non pas, pour purement et simplement mettre en pratique une réforme ministérielle, mais parce qu'ils voyaient, dans tout ce flou, une occasion de faire enfin quelque chose qui les intéressait. Et les 10 % ont bien failli devenir une activité subversive (projeter le film Histoire d'A, organiser des discussions avec le MLAC, des travailleurs). C'est là que profs et administration ont commencé à réagir devant une situation qui leur échappait.

Heureusement que les bons pédagogues libéraux étaient là pour expliquer, comme d'habitude. que ces 10 % il fallait les prendre, les détourner (ce qui n'est pas faux) et que, par conséquent, pour qu'on ne puisse pas nous les supprimer (et c'est là que se fait le clivage), il fallait que ce soit quelque chose de sérieux, qu'il n'y ait rien à leur reprocher, qu'on allait prouver, en gérant nos activités nous-mêmes dans le lycée, qu'on faisait mieux que tous les proviseurs, administrateurs, et ministres de l'Education nationale de tous poils.

ORGANISATION

Les thèmes proposés par profs et élèves — à part une ou deux sorties dans Paris sous prétexte d'études géosociologiques ou de visite de musée, ce qui finalement était ce qu'il y avait de mieux — auraient pu à peu près tous figurer sur les listes de sujets d'agrégation.

Non pas que c'était sans intérêt, loin de là, mais déjà sur le papier ça vous prenait l'allure de cycles de conférences organisés par des cerveaux tristes et éminents... pour être sérieux, c'était sérieux !

Chacun de ces thèmes était patroné par un ou des profs, pas forcément spécialistes en la matière (ex : prof de langue sur un thème d'histoire), les élèves se répartissant dans tout ça selon leurs désirs évidemment, et même ô liberté suprême ils pouvaient ne pas y aller du tout. Dans ce cas, ils devaient aller en cours avec contrôle de présence à l'appui.

EXEMPLE

Parmi tous les sujets proposés, il y avait inévitablement, puisque c'est toujours et pour cause, de la 6e à la terminale, le problème intéressant : la sexualité.

Déroulement des 10 % sur le thème de la sexualité :

— élèves entassés dans la salle, sur les tables, par terre, debout serrés contre les murs ;

— le prof (ou les profs selon les salles) seul, debout sur l'estrade, derrière le bureau ;

— trois ou quatre heures de discours professoral, quasi ininterrompu, sur la sexualité devant une salle silencieuse et attentive. Discours paternaliste, scientifique, philosophique, sociologique, moraliste, selon les cas et les moments, souvent complètement faux, débile, réac... bref, triste.

RESULTAT

Ça a dû faire tellement bander les profs, qui y ont participé qu'ils en ont redemandé et on remit ça au plus vite.

Le pouvoir, le sentiment de puissance du prof qui croît à son truc, qui déballe son savoir seul face à sa classe, et qui le fait ingurgiter, c'est déjà pas rien en temps ordinaire (et c'est ça le feu pédagogique qui fait le bon prof, brillant intellectuel de gauche ou sombre crétin réac). Mais c'est malgré tout limité (par le nombre d'élèves, la spécialité du prof...). Jamais jusqu'à maintenant, un prof dans l'exercice de ses fonctions n'avait pu étendre cette puissance à tout un lycée, sur un champ intellectuel aussi vaste. Mais grâce aux 10 %, quelle jouissance !

— au lieu d'avoir en face de soi ses trente élèves habituels on en a cinquante, soixante... et inconnus. Des nouveaux-vierges en quelque sorte ;

— au lieu de dégoiser ses maths ou sciences-nat habituelles on dégoise avec maîtrise sur n'importe quoi où on est censé ne pas être spécialiste, mais en prouvant bien qu'on l'est malgré tout. Savoir dont on ne s'était jamais servi, puissance toute neuve ;

— pas besoin d'user de tactiques répressives quelconques puisque les élèves qui sont là sont consentants.

Conséquence logique : les élèves se sont bien fait baiser. S'en sont-ils aperçus ? quelques-uns sans doute, les associaux caractérisés dont on ne pourra jamais rien faire qui se sont bien rendu compte qu'entre çà ou le cours, pour eux, il n'y avait souvent, au mieux, qu'une différence d'appellation. Mais dans l'ensemble, même parmi les dits gauchistes, ceux qui font chier en classe, toujours prêts à semer le bordel quelles que soient les circonstances, tous ont écouté bien sagement, la bouche ouverte. La pilule a changé de couleur ; même que là où on l'a bien ingurgitée, on en a oublié de se battre sur la réforme Fontanet.

CONCLUSION

Réforme gouvernementale, sous couverture de libéralisation, pour récupérer dans l'institution des activités déviantes + profs de gauche organisant cette récupération sous couverture d'autogestion = les vaches sont mieux gardées.

GUDULE

Election... perturbation

— *perturbés,* ceux qui pensaient que les rapports de force qui entraînent des changements dans notre société, sont les lames de fond de la lutte de classe, et non les rapports de la classe politique, et qui ont quand même voté.

— *perturbés,* ceux qui ne font plus rien depuis 68, et qui, mauvaise conscience ou bonne occasion, se sont réveillés pour appeler à voter Mitterrand : sommet de l'électoralisme, celui qui consiste à ne parler et à n'agir que tous les 5 ou 7 ans. C'est vrai que les perspectives ne sont pas très claires, c'est vrai que ce qui doit être fait n'est pas évident, c'est vrai aussi que l'on peut se retirer sans être pour autant un contre-révolutionnaire, mais alors de grâce, taisons-nous une fois de plus, dix jours de plus, et ne rentrons pas sur la « scène » en lançant des appels comme une avant-garde en réserve pour les bonnes occasions. Votez, tranquillement dans votre coin comme des millions d'autres sans en faire une salade.

— *perturbés,* ceux qui essayent de se situer dans la problématique du « qu'est-ce qui serait le mieux » (pour qui ? pour quoi ?), alors que l'histoire montre que l'on ne peut rien en savoir.

— *perturbés,* ceux qui après avoir fait la critique de l'avant-gardisme et de « servir le peuple » appellent à voter Mitterrand parce qu'il faut être avec ceux chez qui est l'espoir.

Bref, la réduction du champ politique à deux camps entre lesquels il faudrait choisir à tout prix : est-ouest, droite-gauche, noir-rouge...

C'est curieux comme on abandonne facilement ses positions et ses analyses de base dès qu'on a l'occasion de penser qu'on peut ne plus être minoritaire. Le marginalisme a-t-il mauvaise conscience ?

Car en fait, aucune analyse n'est plus convaincante que l'autre.

— on en marre de voir les gueules de Giscard et des autres ; avons-nous oublié celle de Mitterrand, de la 4e et du Stalinisme ?

— avec Mitterrand, ça peut être le bordel, ça risque d'être marrant ; la politique du pire traduit un profond désarroi et des défaites prochaines.

— si la gauche passe la social-démocratie et la stalinisme seront démystifiés une bonne fois pour toute...
comme en URSS, en 36 ou en 45 ? Cette vieille croyance qu'après février il y a le palais d'hiver.
qu'après la social-démocratie il y a la révolution !

— il faut être avec le peuple ...
même quand il est fasciste ?

D'un autre côté on peut dire aussi :

— avec Giscard les luttes vont redoubler car il n'y a plus aucune raison de respecter la trêve.

— la victoire de Giscard ça va faire un clivage au PC avec ceux qui ne faisaient des concessions qu'à contre-cœur, pour une victoire électorale certaine.

Bref aucun argument sérieux, aucune analyse profonde, mais de piteuses tentatives de justifier un simple mouvement du cœur que la raison ne connaît pas.

Et en définitive, l'argument suivant : si tu votes pas pour la gauche, tu votes de fait pour la droite ! Argument qu'il est triste de trouver dans la bouche de ceux qui ont toujours critiqué ce genre de raisonnement : « si t'es pas à la C.G.T., t'es avec le patronat. » « si tu critiques le PC, tu fais le jeu du pouvoir », etc... etc... On connaît !

En fait, derrière cela, une tentative de se raccrocher à quelque chose qui semble avoir une importance. Illusion, volonté d'être quelque chose, d'être dans le coup, mais aussi, bien souvent, refus de n'être plus un pouvoir, quelqu'un que l'on écoute, comme une espèce d'avant-garde qui ne dirait pas son nom.

Ce que l'on peut penser aussi, c'est que Giscard, avec le soutien du grand capital international et du patronat, et sous la pression des travailleurs, a plus de possibilités d'accorder des miettes que Mitterrand, privé de ce soutien unanime, et harcelé par la droite.

Mais enfin ce n'est pas là le problème.

Encore une fois, les élections ont bien rempli leur rôle : celui d'une formidable machine de dépolitisation, qui parvient à créer l'illusion d'un pouvoir quelconque chez ceux qui en ont le moins ; elles ont été au moins le révélateur de la confusion qui règne à l'extrême-gauche qui ne parvient pas à se sortir des problématiques posées par la bourgeoisie :
« moi qui ne fais jamais rien, je vais au moins voter pour la gauche »
« moi qui ai échoué dans telle ou telle lutte, je vais quand même dire ce que je pense ».

Ce déplacement se fait bien sûr en faveur du pouvoir. On s'aperçoit que l'anti-électoralisme de beaucoup n'existe que lorsqu'il n'y a ni suspense ni hésitation. Suprême astuce du pouvoir : des scores serrés (la bipolarisation voulue par tous) pour faire croire davantage à l'utilité de la voix de chacun. Or il semble que *pour un anti-électoraliste conséquent, c'est précisément quand sa voix a une chance de compter qu'il ne faut par la donner.*

Il est certain que pour un certain nombre de camarades, le fait de voter a eu dans leur tête une importance considérable (beaucoup plus en tout cas que pour des centaines de milliers de gens qui votent régulièrement pour la gauche, sans y penser outre mesure, sans y attacher plus d'importance qu'à d'autres rituels), à en juger par le temps passé à peser le pour et le contre, et une fois décidés, à transposer leur mauvaise conscience en agressivité contre les quelques-uns qui, en ne « votant pas », votent en fait pour la droite.

Pour terminer, il ne s'agissait pas non plus de se lancer dans une campagne abstentioniste, qui se plaçait encore dans la problématique de la survalorisation du phénomène électoral, mais de comprendre que cette débandade idéologique correspond bien à une période où les perspectives ne sont pas claires, où le désarroi est immense (c'est peut-être lui qui nous mènera au fascisme plus que (Giscard) (1), où les vrais problèmes de la révolution ne sont ni posés ni débattus (à notre sens). Notre revue sera peut-être une tentative au milieu de beaucoup d'autres.

MARTIN

---

(1) Voir page 12 l'article sur les palestiniens.

A propos des élections

Pendant la campagne électorale, l'extrême gauche s'est débattue avec des fortunes diverses dans une mauvaise conscience grandissante. Il fallait expliquer comment d'« élection-piège à cons », on en était arrivé à prôner l'élection comme une possibilité de radicalisation. Daniel COHN BENDIT, dans *le Monde* du 21 mai 1974, expliquait après la défaite de la gauche qu'il y avait une revanche à prendre, que là était l'objectif des luttes à venir : « un rêve vieux de six ans réapparaît à l'horizon », car, expliquait-il, « si la révolution peut devenir majoritaire en temps de guerre, en d'autres temps, il faut saisir au vol les alternatives que le système capitaliste nous offre ». « Il y a toujours à l'intérieur des systèmes capitalistes des alternatives ; les révolutionnaires traditionnels le nient depuis cinquante ans mais cela n'empêche. C'est vrai que le capitalisme devient de plus en plus ingouvernable. C'est vrai aussi que l'union de la gauche est la roue de secours du capitalisme. Mais c'est tout aussi vrai que cette roue de secours affaiblit un ennemi ... la droite. A ce niveau intervient l'élection présidentielle (21 mai 1974). »

L'union de la gauche pour conjurer le fascisme de la droite !, comme si l'extension des libertés « démocratiques » pouvait nous épargner ces rechutes dans la barbarie, ces séquelles de féodalisme qu'on a pu appeler fascisme. Sans prôner une politique du pire, et sans ériger l'histoire en référence universelle, je ferai une série de remarques qui s'en prennent directement au noyau de cette conviction frontiste à mon sens proprement défensive (quoi qu'en dise COHN BENDIT). Tout d'abord, il faut se figurer le désarroi profond dans lequel se trouve cette extrême gauche (héritière de mai 68) plus ou moins rejetée par la masse ouvrière qui depuis 6 ans tente d'articuler ses aspirations de changement avec les luttes en cours; et puis, il y a eu Pennaroya ..., le

Joint Français ... et puis il y a eu Lip ... autant de mots magiques qui ont reconduit l'espoir. Une lutte comme celle des Lips en dépit de leur position touchant la hiérarchie des salaires et d'un rapport moins autonome qu'on voulait le croire à l'appareil syndical suscita un énorme mouvement de sympathie parce qu'elle proposait un modèle organisationnel embryonnaire, une cellule sociale viable où les rapports à la production étaient posés dans leur ensemble. Des ouvriers en grève qui maîtrisaient leur production et leur flux d'argent étaient l'envers du gréviste misérable pour qui il faut faire la quête. Renversement triomphal et combien excitant qui pervertit un moment la machine capitaliste au profit de ceux qui sont de l'autre côté de la barrière. Pour nous la question est de savoir comment de cet enthousiasme qu'on a pu éprouver à l'égard des Lips (quelles que soient les réserves que nous y faisons) comment cet enthousiasme s'est rabattu dans cette proposition dérisoire : Piaget candidat ! Nous touchons là le cœur de cette opération bizarre qu'est le phénomène électoral.

Les signes politiques clignotent d'un air entendu : Lip... Lutte... Piaget.. Lip... Lutte... Piaget... Election... Lutte .... D'un symbole l'autre d'un nom l'autre .... reconduction infinie du même espoir en creux : la Révolution.

LEVY LEBLOND dans un grand élan d'indignation (*Libération* 13-14 avril) souligne ce rétrécissement du champ social qu'opère la candidature Piaget : « Ne voyez-vous pas que toutes ces forces qui se rebellent tour à tour, même si c'est encore sans cohérence ni coordination, représentent un courant autrement puissant même en termes purement numériques que le million d'électeurs potentiels de Piaget ? Pourquoi donc accepter de donner une image réduite et désisoire de notre force ? »

La délégation des pouvoirs, ne serait-ce qu'au niveau d'une image, d'une voix qui parle à la place de ... pose ni plus ni moins le problème de l'assujettissement d'un groupe à une loi qui lui est extérieure en dépit de ce que pourraient dire tous les candidats « non électoralistes » du monde : nous sommes candidats pour pouvoir jouir du temps de parole garanti sur les antennes et diffuser nos idées, nous ne sommes que le véhicule des luttes en cours. Ce type de « détournement des mass-media du capital » à des fins « subversives » ne fait que poser à nouveau le problème de la direction politique des luttes en cours. D'ailleurs, KRIVINE, dans une interview (*Libération*, 1er mai 1974) le dit fort clairement : « La progession qualitative du mouvement de masse dépend dans une large mesure de nos capacités à nous acquitter de ces fonctions nouvelles : capacité d'élaboration programmatique et tactique, capacité d'implantation en profondeur dans les entreprises, capacité d'animation des nouvelles organisations de masse ». Thèse léniniste bien connue qui règle selon sa loi le rapport qui doit exister entre « les masses qui se réveillent » et le parti. Car enfin l'important est effectivement le rapport à la loi qu'instaure les élections(sans parler des groupes pour qui ce rapport est institutionnalisé dans toute une tactique de prise de pouvoir). Ce rabattement que l'on a pu constater, ce phénomène de réduction expulse tout désir. — Pour rendre docile toute pulsion de changement, au nom de ma loi je t'impose de choisir entre MITTERRAND ou GISCARD, ou... ou... — Ce procédé fondamental à l'état démocratique fait appel à un sujet construit qui doit se prononcer sur tel ou tel problème. Cette interpellation au citoyen responsable dont l'effet le plus voyant est la désaffectation et le désintérêt mécanique de tout investissement politique se situe dans la logique du « cogito ». Je vote, donc je suis. Comme le maître donne sa réalité à l'esclave, l'identité du législateur donne son identité au sujet. — Les élections, un problème de reconnaissance au sens très large du terme pour celui qui vote sans participer directement aux intérêts matériels de la classe dirigeante du moment. Quant aux arguments tacticiens de Daniel COHN BENDIT comme quoi il faut faire éclater les contradictions du capita-

lisme (preuves historiques à l'appui) pour conjurer un « durcissement » de situation, que peut-on en dire si ce n'est faire des rappels historiques éloquents qui n'ont pas pour but d'opposer telle conception de l'histoire à telle autre, mais simplement dire que les contradictions jusqu'à maintenant n'ont pas éclaté dans le sens qu'il indique.

Cette tactique révolutionnaire fut lourde d'antécédents. Qu'on se rappelle simplement qu'en Italie la répression des mouvements populaires des années 19-20 (occupation d'usines) fut l'œuvre de la démocratie parlementaire. Cette liquidation fut accomplie par l'ultra démocrate GIOLITTI qui utilisa pour ce faire, la direction réformiste de la Confédération Générale du Travail inspirée par le maximalisme verbeux du parti socialiste italien. Rappelons encore que ce sont les sociaux démocrates NOSKE et SCHEIDEMANN qui ont été appelés à réprimer dans le sang le mouvement spartakiste de janvier et mars 1918. Les tentatives d'alliance entre le Parti Communiste allemand et la Social-Démocratie masquèrent mal la passivité fondamentale de leur démarche. Les prolétaires étaient désarmés, le nationalisme latent était encouragé par une démagogie patriotarde, et la sagesse voulait qu'on attende que la petite bourgeoisie en voie de paupérisation rentre dans les rangs. On sait ce que cet attentisme leur a coûté.

La mise en veilleuse des luttes pendant la campagne électorale sous le nom de trêve électorale nous donne un avant-goût de ce qu'aurait pu être l'année de paix sociale garantie par SEGUY à l'union de la gauche.

Musellement de la base au nom des intérêts supérieurs d'un nouveau front populaire ; je ne vois pas alors comment un rajeunissement des structures (politique sociale), la mise en place d'une nouvelle couche dominante qui, évidemment, se gardera de toucher « au profit » affaiblit la droite. Ce jeu subtil au sein de l'*hétérogenéité du capital* ne tient pas compte de la structure despotique de l'état qui, dans son archaïsme, donne les mêmes moyens de répression à la gauche comme à la droite.

GILBERTE

QUAND LA PRESSE PARLE DES ANARS... *L'Affaire Suarez*

COMMUNIQUE

Onze personnes sont actuellement emprisonnées sous divers chefs d'inculpation liés à l'affaire Suarez : les hommes à Fresnes et à la Santé, les femmes à Fleury-Mérogis. Après la publicité initiale donnée à l'enlèvement et aux arrestations, le silence s'est fait dans la presse sur le développement de cette affaire. En fait, ce silence semble rejoindre l'embarras de la police qui, un mois après les arrestations, n'a toujours versé au dossier de l'instruction **aucune** preuve matérielle de la culpabilité des onze dans l'enlèvement de Suarez.

Une fois de plus, le pouvoir semble avoir été avant tout soucieux de trouver des coupables à jeter en pâture à une « opinion publique » soigneusement mise en condition. Ces coupables une fois trouvés — c'est facile, on suit pendant quelques semaines des réfugiés politiques espagnols connus, et on les arrête avec ceux qu'ils fréquentent, on est sûr de ne pas tomber trop loin du but — il reste à la police à trouver une explication plausible à ces arrestations. Au besoin, on fera appel à des méthodes « efficaces » et éprouvées pour amener certains d'entre eux à avouer ce qu'on voudra. Après, le tissu des présomptions suffira à emporter la conviction des juges. Ce mécanisme est classique, l'examen des faits ne montre que trop clairement comment il a fonctionné cette fois.

*
* *

« Un épais mystère ». Ce titre de l'**Aurore** du 24 mai résume bien l'affaire de l'enlèvement de Baltazar Suarez, le mois dernier, et les arrestations qui ont suivi sa libération, tels que ces événements paraissent au travers des commentaires de la presse et des services de police.

Pourtant, le 22 mai, tout semble clair : la police et la presse unanimes nous affirment que les neuf personnes arrêtées sont « les ravisseurs de Baltazar Suarez ». Il ne manque pas un détail; d'ailleurs « ils étaient suivis pas à pas par les policiers » (**l'Humanité** 24 mai)· Ce qui vaut à la police de recevoir l'hommage de l'opinion publique soulagée : « Un beau coup de filet » (**Le Parisien Libéré** 23 mai). Le directeur de la P.J. parisienne explique avec suffisance que « Les ravisseurs de M. Suarez étaient connus de la police avant même qu'ils agissent » (**France-Soir** 24 mai). Et les commentateurs de conclure: « Noyautés par la police les groupes anarchistes espagnols risquent d'éclater » (**France-Soir** 25 mai).

Mais deux jours suffisent pour voir « le commando des ravisseurs » (**France-Soir** 25 mai) se transmuter en « de piètres comparses » (**l'Aurore** 25-26 mai). Une opération de police qui a couvert la moitié de la France et qui, nous assure-ton, a commencé dès le mois d'avril, sous la direction du commissaire Ottavioli, à la tête de la Brigade Criminelle, aura servi à fabriquer des titres à la « une » plus qu'à établir des preuves. Et, comme le fait remarquer **l'Aurore** dès le 24 mai : « si des policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé (...) C.-M. Vadrot rencontrer le banquier avant eux ? »

Que reproche-t-on aux inculpés ? Pour cinq d'entre eux (Octavio Alberola, Ariane Gransac-Sadori, Jean-Helen Weir arrêtés à Avignon ; Georges Rivière et Annie Plazen, arrêtés à Toulouse), le recel de sommes d'argent importantes : 2 500 000 F en devises retrouvées à Avignon, 680 000 F à Peyriac (Aude) chez des amis de Rivière. Les cinq premiers déclarent qu'ils ne savaient pas ce que contenaient les sacs que d'autres leur avaient confiés. Quant aux amis de Rivière, Pierre Guibert et Danièle Haas, ils sont apparemment coupables d'avoir laissé des amis entrer chez eux.

Mais surtout, ces trois millions, « la rançon récupérée » (**l'Humanité** 23 mai), d'où viennent-ils ? « Personne ne veut admetttre les avoir déboursés » (**l'Aurore** 24 mai). Et voilà sept personnes inculpées du recel de sommes dont on n'apporte pas un début de preuve qu'elles aient été volées ou extorquées à qui que ce soit. Mais les enquêteurs et les magistrats n'ont pas froid aux yeux, puisque ce même chef d'inculpation sert contre Anne et Lucio Urtubia, arrêtés à Paris, chez qui ont n'a toujours rien trouvé de suspect — sinon qu'ils « semblent être au centre de cette affaire » (**France-Soir** 24 mai).

Toutes ces contradictions ne sont que le reflet d'une contradiction plus profonde : pour mieux réprimer et étouffer une action politique, on veut insister sur le côté « sordide », de « pur ganstérisme » (**France-Soir** 6 mai) de l'affaire. La famille et les collaborateurs de Suarez insistent sur son « apolitisme », les autorités font croire que les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications — politiques — « Néanmoins, remarque **l'Humanité** du 6 mai, la présence de policiers espagnols, spécialistes des affaires politiques, aux côtés des enquêteurs français semblerait démentir cette version du crime crapuleux. »

Avant que l'AFP n'ait reçu le premier communiqué des Groupes d'Action Révolutionnaires internationalistes (GARI) revendiquant l'enlèvement, nous savons en effet, par les soins de la Direction Générale de la Sûreté de Madrid, qu'il s'agit là d'un coup du groupe anarchiste « Primero de Mayo » (**Journal du Dimanche** 5 mai). Et la presse donne la chasse à Octavio Alberola, « un dangereux desperado » (**France-Soir** 25 mai), « un homme que les gouvernements préfèrent voir de l'autre côté de leurs frontières, parce qu'on peut toujours le soupçonner d'avoir un mauvais coup en tête » (**l'Aurore** 6 mai).

Arrêté en France et expulsé le 19 avril, Alberola était revenu — sans demander la permission des autorités, qui ont vu l'occasion d'offrir au

gouvernement franquiste un gage de bonne volonté. Alberola avait eu par le passé l'occasion de rencontrer Lucio Urtubia, un réfugié politique espagnol comme lui : on fait des Urtubia ses « agents de liaison » et des receleurs. De même, Chantal et Arnaud Chastel ont eu le tort de connaître les Urtubia, ce qui permet de les accuser d'avoir prêté leur appartement pour la séquestration de Suarez, sur la foi d'un numéro de téléphone et d'un témoignage rocambolesque du banquier, qui reconnaît la rampe « au toucher » et . . . les bruits de la rue !

Preuves contradictoires pour les sept premiers accusés, inexistantes pour les quatre autres — tels sont les faits saillants de l'affaire Suarez. Quant à la volonté systématique de donner à une affaire politique des allures de fait divers, elle ne saurait surprendre. D'abord parce qu'une telle politique minimise les risques de voir la gauche française — éternelle et sentimentale antifranquiste — prendre la défense des accusés, et dénoncer ainsi la collaboration de plus en plus étroite entre les autorités françaises et espagnoles.

Ensuite, parce qu'il est bien naturel qu'un régime fondé tout entier sur le culte de l'Argent et de ses fidèles défenseurs, la Loi et l'Ordre, réprime avec la même vigueur le banditisme, le terrorisme et la subversion dans tous les domaines. Il est significatif que M. Lecanuet, symbole de la « nouvelle majorité présidentielle élargie » ait cru bon d'inaugurer ses fonctions de Garde des Sceaux en déclarant qu'il souhaitait « une justice ferme mais humaine. En particulier, je serai sans faiblesse pour tout ce qui touche à la drogue, à la violence, à la séquestration et aux prises d'otages. » (**Le Monde** 12 juin).

Des militants libertaires français, ou espagnols réfugiés en France, ont dû à cette seule qualité d'être arrêtés dans le cadre de cette affaire. D'autres ont reçu de curieuses « visites » qui s'apparentent en fait à de véritables perquisitions clandestines : la Sûreté espagnole n'a pas seulement visité le « somptueux appartement » des Suarez.

Il est temps de dénoncer la répression que les polices française et espagnole font peser sur les milieux libertaires français, de dénoncer la manœuvre politique qui veut offrir Alberola et les autres camarades emprisonnés en victimes de l'entente cordiale avec le régime des assassins de Puig Antich et de tant de militants ouvriers, d'exiger enfin que cesse la mascarade d'une instruction judiciaire truquée et que la liberté soit rendue à nos onze camarades.

Comité de Défense des Inculpés
de l'Affaire Suarez

Ce que vous ne lisez pas dans LIBÉRATION... vous le trouverez ici

Pendant toute l'affaire, la grande presse a joué fidèlement son rôle de « courroie de transmission » pour la police, relayant ses « informations », faisant écho à ses communiqués de victoire, puis à sa perplexité : la voix de son maître, quoi... Cette conception de leur métier est normal chez des journalistes qui vivent à longueur d'année en rapport (c'est le mot juste) avec les gens de la « grande maison », et dépendent, en fin de compte, de ceux-ci pour leur pain quotidien.

Libération pose un cas particulier, d'abord parce qu'il s'adresse à une clientèle particulière : les militants et sympathisants d'extrême gauche ; ensuite, parce que sa rédaction reflète — partiellement — les contradictions de cette extrême gauche.

Aussi la Préfecture de Police a-t-elle dû se réjouir de voir avec quelle facilité on pouvait manipuler cet instrument formateur d'opinion gauchiste : fournissez un rapport de police qui sert l'intérêt politique de la fraction la plus stalinienne, en alimentant la suspicion contre tout ce qui est anarchiste, et *Libération marche-à-fond.*

C'est l'explication la plus charitable de l'article signé « P.C. » qui fut publié en première page de *Libé* du 29 mai. Sous le titre « Des barbouzes dans le commando », l'introduction affirme d'emblée que « derrière cette affaire se profile le spectre de l'infiltration des policiers ou autres barzouzes dans le groupe anarchiste. Et aujourd'hui nous sommes à même de donner quelques détails sur ces infiltrations. Plus, nous donnerons prochainement d'autres informations. » Cette dernière promesse ne devait — bien entendu — jamais être tenu ; mais voyons un peu les « informations ».

D'abord, le rappel d'articles paru dans *Libé* sur « les activités d'une agence de barbouzes qui recrutait à Alicante et à Zurich, sous la direction du docteur Gerhard Harmut von Schubert », ancien nazi, « expert de la guerre secrète » et adjoint du « professeur Johannes von Leers (...) qui sévit en Argentine, puis, après la chute de Peron, en Egypte et en Irak. » Suit un luxe de détails sur cette agence, le « Paladin Group », qui aurait depuis le début de 1974 « deux axes de tir : l'infiltration des groupes anti-franquistes et la neutralisation de leurs éléments les plus durs. Neutralisation, c'est-à-dire enlèvement, mise à l'ombre ou élimination physique pure et simple. » Pointe d'ironie suprême, on prend la peine de nous préciser : « Pas de fuite possible, les renseignements remontent la pyramide et au sommet c'est le « Docteur Miracle » qui négocie avec le gouvernement espagnol. »

Après cette préparation, P.C. peut en venir au cœur du sujet. Laissons-lui donc la parole :

« Il est curieux de constater que dans les jours qui ont précédé l'arrestation « à Clichy (Seine-Saint-Denis) (*sic*) d'Anne et Lucio Urtuia (*re-sic*), deux frêles « comparses de l'enlèvement du banquier, une Porsche blanche 911, immatriculée « dans le canton du Tessin, en Suisse, stationnait des heures à proximité du « domicile du basque et de son épouse. Nous avions déjà signalé ce véhicule, « dans notre numéro du 23 janvier 1974, comme étant celui d'un agent recruteur « de von Schubert, Paolo Barzel, ex-terroriste au Tyrol du Sud. Curieux non ?

« Tout est bizarre, la présence en Avignon de Jean-Vincent Martini, un « Belge de 32 ans, figure bien connue des milieux mercenaires et barbouzes « de Bruxelles et de Vienne. Martini, qui circule à bord d'un crabe Mercédès, « immatriculé en Italie, à Gênes plus exactement, a passé près de douze jours « dans la région avignonnaise en compagnie de deux jeunes gens et d'une jeune « femme non identifiés. Or, Martini est un homme de von Schubert. Assez « curieux, n'est-ce pas ?

« Si les principaux auteurs de ce rapt combien bizarre sont encore en « liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Les hommes du groupe Paladin sont « rompus à tous les types de provocation et ne font pas la fine bouche sur le « choix des moyens, encore moins maintenant appuyés comme ils le sont par « le vieillard sanglant de Madrid. »

Et ainsi de suite...

Ces élucubrations au relent caractéristique permettent de poser deux problèmes. D'abord, il serait vain de nier que le pourrissement de certains milieux de l'exil espagnol (ou russe, on tchèque ...) est tel — et ceci bien avant que P.C. n'ait cessé de porter la culotte courte — qu'il pose un problème *réel* ; c'est d'ailleurs un sujet sur lequel nous pensons qu'il faudra se pencher sérieusement. Mais cet article, insinuant sans prouver, donnant des « informations » qui soulèvent autant, et même plus de questions qu'elles ne prétendent en résoudre, n'est pas fait pour clarifier la situation : au contraire il l'obscurcit, et c'est peut-être, à terme, encore ainsi que ce texte policier risque de faire le plus de mal au mouvement libertaire.

Deuxièmement, de manière plus immédiate, cet article, outre qu'il tend à jeter le discrédit sur l'ensemble des milieux antifranquistes, charge nommément certains individus — les Urtubia — au moment ou la police cherche à justifier leur arrestation. Faut-il dire que son auteur n'a jamais cherché à contacter leurs défenseurs ?

Et, au-delà, ce qu'il faut poser, c'est le vieux problème de la conception policière de l'histoire comme conspiration des forces du mal (et son corollaire, le héros défenseur du bien), et ses rapports avec l'idéologie stalinienne, mais aussi avec la personnalité totalitaire en général (et ceci pourrait être instructif pour beaucoup de camarades...).

Laissons à P.C. le soin d'assumer ses responsabilités. Remarquons que trois semaines plus tard, *Libération* n'a toujours pas jugé utile de publier la moindre information sur l'affaire, et surtout pas d'accorder le droit de réponse qu'a aussitôt réclamé le Comité de Défense des Inculpés. Le texte de cette réponse fut « perdu » après trois jours où personne n'avait trouvé le temps de la lire (ben voyons...). L'envoi d'une deuxième copie eut pour seul effet de rendre insaisissable le rédacteur qui l'avait reçue.

Ayant reçu une copie de cette réponse, il a semblé nécessaire de la publier. Peut-être la publication de cette polémique — à l'extérieur de *Libération* — amènera-t-elle un de ces débats si ardemment souhaités par ce quotidien « démocratique » ? En attendant, il reste à *Libération* à justifier sa conduite jusqu'à présent.

X X X

« Il faut hurler avec les loups »

(*Izvestia* de Cronstadt, 14 mars 1921)

Félicitations, camarades.

Comme le disait *Libération* du 24 mai : « Il est de notre devoir d'apporter notre soutien (aux militants inculpés du rapt de Suarez) ainsi qu'à ceux qui sont encore en fuite ». L'enlèvement de Suarez pose solidement et concrètement le problème de la lutte contre la classe dirigeante de notre pays, en soulignant que le capital, pas plus que le fascisme, ne connaît de frontières.

Oui, camarades, une ligne claire est tracée, entre ceux qui soutiennent l'Etat, et ceux qui l'attaquent. C'est donc avec intérêt que nous avons vu comment se manifestait votre solidarité : 2 entrefilets, et le 29 mai un premier article *conséquent*. Une semaine après l'inculpation de 10 personnes, parmi lesquelles des militants anarchistes connus, *Libération* découvrait le pot-aux-roses :

Mais c'est bien sûr...

« DES BARBOUZES DANS LE COMMANDO »

Elémentaire, my dear Watson... Si vous aimez frissonner à la lecture des échecs sanglants de l'IRA, du FPLP ou des Tupamaros, vous ne perdez pas de vue qu'il s'agit d'organisations authentiquement révolutionnaires, et donc en aucun cas pénétrées par la moindre barbouze. Par contre, quand l'affrontement déborde dans votre propre jardin vo.us comprenez immédiatement que l'ennemi, comme le dit Jacques Nobécourt (*Le Monde* du 30 mai), c'est « l'anarchisme fasciste ».

Oui, camarades, comme vous dites, « tout est bizarre » dans votre article du 29 mai. Chapeau pour l'enquête, qui prouve au moins que vous avez pénétré avec aisance les cercles les plus secrets de la hiérarchie fasciste internationale. Votre connaissance intime des négociations engagées par le gouvernement franquiste donne tout son poids à votre affirmation que Lucio Urtubia est «un frèle comparse de l'enlèvement » — un bon point pour les flics, ils ont donc visé juste. De même, votre (?) enquêteur a vu qu'une Porsche blanche fasciste rôdait longuement autour du repaire des Urtubia — à moins que le conducteur ne lui ait fait son rapport ? Assez curieux, n'est-ce pas ?

Si les principaux auteurs de cet article combien bizarre sont encore en liberté, ce n'est peut-être pas pour rien. Le jour même où vos colonnes publiaient cette merde digne des plus beaux délires de *l'Humanité*-Guépéou sur les gauchistes-Marcellin, hitléro-trotskistes et autres chimères, la police dévoilait qu'elle interrogeait depuis 48 heures celui qui devenait le maillon suivant de la chaîne...

Votre entreprise de délation policière vient à point pour isoler les révolutionnaires que traque désormais le pouvoir. Les milieux libertaires sauront juger à sa juste valeur votre prise de position à l'heure où ils sont une fois de plus exposés à la répression. Un journal qui a soutenu inconditionnellement les

plus beaux fiascos de la soi-disant Nouvelle Résistance Populaire a trouvé qu'il valait mieux changer d'air...

Il y a un an qu'était lancé le grand défi : « oui, un quotidien démocratique peut paraître ». Eh bien, c'est gagné : avec les autres perroquets de la presse « démocratique », *Libé* veut maintenant hurler avec les loups.

Il est vrai que les communiqués des ravisseurs de Suarez n'ont jamais prétendu « donner la parole au peuple ». Il y a là de quoi gêner ceux qui, à *Libération,* ont depuis longtemps pris le parti de prêter leur propre parole à un peuple, aux mains rudes et à l'âme frustre, sorti droit de leur imagination. Il y a chez ces gens-là — qui ne sont pas nos camarades — une volonté trop évidente de pouvoir : quand la réalité ne colle pas au schéma qu'on veut lui fixer, on gomme, on déforme, et quand ça ne suffit plus, on se rabat sur la calomnie. Ici, la calomnie est signée « P.C. ». Tout un programme.

Groupe Autonome de Résistance à l'Intoxication
(*p.c.c.* : Comité de Défense des Inculpés de l'Affaire Suarez)

Soutien : A. ALVAREZ

C.C.P. 15.712.51 Paris (Mentionner **« Comité de Défense des Inculpés »**)

Signalons la parution d'un dossier sur l'affaire :
« M. SUAREZ, VOTRE ENLEVEMENT NOUS INTERESSE » - 1 F.

Commandes :

J-C. THUMERELLE
B. P. 86
59110 LA MADELEINE

Italie

HISTOIRE D'UN TYPE DE SALERNE

Le cas Marini

Il y avait eu l'Affaire Pinelli (un cheminot anar que la police de Milan avait *interrogé* un peu trop fort, et qu'elle avait *suicidé* ensuite).

Il y avait eu, et il y a encore l'Affaire Valpreda (massacre à la bombe à Milan : aujourd'hui on connaît parfaitement les vrais coupables, qui sont des manitous fascistes ; ils sont en fuite, mais une instruction est conclue, leur procès devrait s'ouvrir... bientôt.

Mais les juges voudraient juger les deux procès ensemble : Valpreda et les fascistes dans le même sac, l'innocent et les coupables, c'est pas bête).

Mais Valpreda se défend, et même il attaque : Cela fait quatre ans que j'attends mon procès, j'en ai passé trois en prison, dont deux mois au cachot. Enfin, nous (avec ses co-inculpés) pouvons parler dans un débat public. Après ça, le juge lui a coupé la parole, mais comme le dit un quotidien italien, *le président Zeuli* (le juge) *a dû endurer plus d'une insolence* (fin mars 74).

Et puis, alors qu'ils avaient déjà Valpreda et ses copains sur les bras, voilà l'*affaire Marini.*

Salerne, c'est un port dans le midi de l'Italie, un peu au sud de Naples. Depuis quelques années, les fascistes italiens, pardon, les néo-fascistes, ont décidé, avec la bénédiction d'une partie du patronat italien, de la Police, des Maffia et autre Camora, que le sud de l'Italie, ça allait être à eux. Les municipalités y sont plus ouvertement pourries et incapables qu'ailleurs, les fascistes s'installent là-dedans comme chez eux, et tâchent de se présenter comme les porte-parole des exploités. On a vu ça lors des émeutes de Reggio de Calabre.

Mais pour que ça marche, il faut éliminer les empêcheurs d'intoxiquer en rond, ceux qui montrent que patrons-fascistes — même combat.

Pour ça, les fascistes italiens ont une bonne vieille méthode, la même qu'ailleurs, mais expérimentée depuis 1920 en Italie. Ils appellent ça le *squadrismo,* quelque chose comme la *tactique de l'escouade.* On forme des escouades de gros-bras, des nervis, comme on dit à Marseille, on leur file des chemises plus ou moins militaires, un armement, un *contact* avec un fonctionnaire de la police pour être couvert, et ont les installe dans un quartier populaire. Leur boulot : connaître tout le monde, flanquer la trouille à ceux qui peuvent l'avoir, recruter quelques acolytes, et se débarrasser des irréductibles. Ils ont le fric, ils ont le temps, les moyens, les flics avec eux. Alors c'est tout simple, ils s'amusent entre copains, à faire une grosse tête aux rouges. — *Si t'es pas content, tu n'as qu'à aller te plaindre au commissariat,* et de rire. C'est comme ça que le 7 juillet 1972, un *squadro* fasciste de Salerne, en chemise noire et en casquette, est tombé à bras raccourcis et même à matraque raccourcie, sur trois types qui collaient des affiches ; l'un des trois est tombé à terre assez vite, touché à la tête ; les deux autres ont sorti leurs couteaux, les fascistes ont tiré les leurs. Mais cette fois-ci, c'est eux qui ont

payé les pots cassés : le chef du commando, Falvella, est resté sur le carreau. Transporté à l'hôpital, il y mourra peu après (il semble qu'il n'y avait personne pour l'opérer quand il est arrivé).

Des deux types qui ont résisté aux fascistes, l'un a disparu : l'autre, c'est Giovanni Marini, né à Salerne, dans une famille de sept enfants, père-ouvrier du bâtiment, mère-*sans profession,* comme on dit. Marini, la police l'avait déjà repéré ; il était un peu trop populaire dans les quartiers du même nom. Alors la police a décidé de prendre la relève de ses petits copains en chemise noire. Dans ces cas-là, les flics, on peut compter sur eux. Donc, vite fait, bien fait, ils mettent la main sur Marini, et ils l'envoient en tôle. Tout ça, très régulier, service-service.

Au début, on trimbale Marini de prison en prison : quinze en un an, qui dit mieux ? (N.B. : le truc a été utilisé récemment aussi en Allemagne de l'ouest, pour empêcher les détenus d'être secourus par une organisation de défense: *Secours Rouge*). Un beau jour, on le débarque à la prison de Caltanissetta. C'est joli, Caltanissetta, et puis c'est en Sicile, exactement en plein milieu de la Sicile. C'était en août. Pour aller le voir, la mère de Marini part de Salerne : Salerne-Naples, 54 km ; ensuite le bateau jusqu'à Catane, un peu plus de 600 km ; ensuite le car jusqu'à Caltanissetta, par des routes de montagne, 150 km. Un gentil voyage. Remarquez, elle avait déjà pris l'habitude de voyager, pour le voir, son fiston ; après les prisons de Salerne et de Naples, elle avait déjà visité le parloir de la prison de Foggia (145 km de Salerne), de Potenza (122 km de Salerne, une plaisanterie), de Matera (250 km de Salerne), de Rome (300 km de Salerne), de Brindisi (380 km de Salerne), etc. J'arrête, on va croire que c'est pour une agence de tourisme.

Bref, la dame arrive à Caltanissetta. Marini vient de faire une grève de la faim, en solidarité avec les détenus de Rome. Les flics et les matons rassurent Madame Marini : *Je me rappelle que le gardien-chef m'a dit de ne pas m'en faire, que Giovanni était bien, et n'avait pas d'ennuis. Cette fois-là, je suis repartie de Caltanissetta assez tranquille.*

Seulement après, les défenseurs de la Loi et de l'Ordre se sont mis au travail. Il s'agissait de transformer Marini pour en faire un accusé *présentable, assagi* ; un peu comme dans les corridas, on travaille le taureau avant de le laisser entrer dans l'arène, histoire de faciliter le travail du Maestro. Mais laissons la parole à sa mère :

Quelques semaines après mon retour, un avocat, un ami de la famille, vint le voir pour lui parler, mais ils ne le permirent pas. Ils disaient que les permis (de visite) *n'étaient pas en règle. Personne n'imaginait, personne ne pouvait imaginer que mon fils était dans une cellule souterraine, ligoté à une banquette, entre la vie et la mort. Comme cela faisait longtemps qu'il n'écrivait pas, je revins le voir. A peine arrivée à Caltanissetta, ils ne voulaient pas me permettre de le voir. Le gardien-chef était très agité, et cela m'a inquiétée. Après des heures d'insistance, enfin ils me l'ont porté. Mon pauvre fils, il ne disait rien ; je ne le reconnaissais presque pas ; les yeux rouges de sang, le visage, les mains livides ; les larmes lui sortaient en abondance, il ne disait rien. Je fais semblant, avec peine, de ne pas être émue. J'avais compris, je m'en allai. Cette saleté de gardien-chef me regardait avec attention ; j'ai trouvé la force de lui sourire, ça m'étonne encore.*

Depuis, on a su ce qui avait mis Marini, qui n'était pas précisément impressionnable dans cet état : le *letto di contenzione* ; on vous colle en cellule, on vous attache sur une espèce de bas-flanc, et on vous laisse là ; on vous

nourrit quand on a le temps, pour vos besoin vous vous débrouillez. Le temps passe, si vous avez de la chance, pour vous distraire, les gardiens viennent vous flanquer une danse, mais c'est illégal. Et puis on vous rattache les deux pieds et les deux mains à votre *lit*. Au bout de quelques semaines, vous voyez le travail.

Je suis allée tout de suite à Rome, chez Manca (chef de l'administration pénitentiaire), *dans sa villa, hors de la ville. Il m'a reçue très mal. Il criait tout agité et en sueur. Il disait que mon fils était tout juste bon pour la Sardaigne. Et il n'arrêtait pas de dire que la villa n'était pas à lui. Mais qu'est-ce que j'avais à faire de sa villa? Je pensais à mon fils, dans quel état, frappé dans le noir par de lâches policiers. Et puis Spazzali* (avocat, défenseur de Marini) *a fait la conférence de presse, et les journaux en ont parlé.*

M. Manca et son gardien-chef de la prison de Caltanissetta s'étaient dit qu'après tout, le septième enfant d'un ouvrier de Salerne, un anar, ça ne ferait pas beaucoup de bruit. Pas de chance, ça en a fait. Alors M. Manca s'affole un peu. Question : combien de jours, M. Manca et ses *amis politiques* auraient-ils tenu sur le *letto di contenzione* ?

Bref, le 28 février 1974, on s'est décidé, après un an et huit mois, à faire passer Marini devant un tribunal. Il a fallu des mois de manifs, de prises de parole dans toute l'Italie pour en arriver là. Les néo-fascistes du M.S.I., de leur côté, essaient de préparer le terrain à Salerne, couvrant les murs de la ville de menaces aux *rouges,* font venir des gros-bras de toute l'Italie pour quadriller la ville (ils ont le temps, eux, ils sont payés pour ça). Finalement ils ont décidé une *marche sur Salerne.* Pas de chance non plus. Le jour de l'ouverture, la place était pleine de centaines d'anarchistes et de *gauchistes.* Alors, le procès s'est ouvert ; le président (lunettes, l'air sérieux du juriste *objectif*) propose à Marini de lui faire enlever les menottes. Marini répond :

Votre hypocrisie ne m'intéresse pas. D'abord vous me tenez lié sur le lit de force, et puis, en public, vous voulez avoir l'air vraiment indulgent !

L'avocat de la partie civile (pour le fasciste Falvella) est Maître de Marsico, très connu des italiens durant les années trente. Marini met aussi les choses au point :

Vous avez été ministre de la justice de Mussolini, vous avez été un des auteur du Code Rocco (série de lois interdisant la grève et donnant le monopole aux syndicats fascistes *verticaux,* 1926, 1934), *vous êtes un fasciste, et puis c'est marre.*

Et puis Marini profite de l'audience pour dénoncer les conditions d'internement en Italie, la mort récente d'un détenu à Salerne —quand on sait ce qui s'est passé depuis, (mai 1974) à Alessandria, on voit que la survie dans les prisons n'était pas seulement à l'ordre du jour à Salerne (et ici aussi, à Saint-Paul...).

Il décrit ce qu'est le fascisme dans le sud, il fait le procès des systèmes autoritaires. Dans la foulée, on en apprend de belles sur l'instruction : pièces à conviction disparues, témoignages *chargés,* interrogatoires sans avocat.

De Marsico est un vieux monsieur bedonnant, à l'œil lourd et un peu éteint, quelques cheveux blancs sur son crâne chauve, bien propre ; à côté de lui, deux autres avocats, grosses lunettes, les lèvres minces, la bouche amère. Ils font la gueule, ça ne marche pas comme ça devrait. A l'audience du 13 mars, la *force publique,* désireuse de calmer l'enthousiasme du public, fait irruption dans la salle et commence à matraquer à tout va. Ripostes. Le président Fienga (un juriste *objectif*), fait évacuer la salle et suspend le procès.

Il faut quatre flics pour traîner Marini hors de la salle. Marini retourne en tôle, à Potenza ; c'est sa dix-huitième prison. Il réussit à monter sur le toit. Cette fois-ci, les matons n'osent plus trop lui casser la figure. Son procès reprendra en juin. Enfin, peut-être, on peut rien promettre, rien ne presse. Ça fera déjà deux ans de tôle *préventive*.

Les magistrats veulent rouvrir une cour d'assises, fermée depuis huit ans, à Valle della Lucania, à l'intérieur des terres. Valle della Lucania est contrôlée presque à 100 % par la Camora (la maffia à Naples). Une justice sereine, quoi.

Pendant ce temps-là à Salerne, l'exploitation et la pauvreté, les clientèles électorales, une sorte de grande rage populaire latente ; les commandos du M.S.I. continuent leur tactique d'aggression dans les quartiers pauvres.

Quelques témoignages :

— *Ici, il y a beaucoup de chômage. Les patrons sont tous fascistes, et si on veut travailler, il faut prendre la carte du M.S.I. Les camarades, forcés par la faim, doivent prendre la carte s'ils veulent travailler. Moi aussi, je l'ai prise, et puis je l'ai déchirée. Je connaissais Marini. C'était un vrai camarade, c'est pour ça qu'ils l'ont attaqué. Ils voulaient le descendre parce qu'il savait des choses sur les fascistes. C'est pour ça que même en prison, ils ont voulu le descendre. Dites aux camarades qu'ils se réveillent avant qu'ils le tuent.* (Les *choses* que savait Marini sur les fascistes... Marini avait imaginé de s'intéresser à la délinquence du coin, et à accumuler pas mal de petits faits sur les liens entre le patronat, la police et les commandos en chemise noire. ah ! diable !).

— *Marini, c'était un bon cœur. Je le connaissais d'avant, quand il venait dans mon quartier ; je n'avais pas de travail, et je faisais la contrebande des cigarettes. Après on s'est revu en prison. C'était lui le plus maltraité par les gardiens, mais il ne se pliait pas, nous au contraire, on fayotait avecles gardiens. Tout le monde a fait amitié avec lui, malgré que les gardiens nous avaient dit de nous tenir au large. Marini, pour nous, c'était un ami, pas un politique ; les* politiques, *ils s'esquivent ; lui parlait d'homme à homme, il montait pas sur une estrade. Il partageait même sa dernière cigarette. A moi, il m'a aidé à écrire aux miens ; moi je ne sais pas écrire. Les miens ont été très contents. Les fascistes venaient tous les jours l'insulter et le menacer sous la fenêtre de sa cellule. Après, il est venu tout un tas de gardiens armés : on n'avait jamais vu ça. Ils l'ont transféré. Nous, on a fait une espèce d'émeute pour le saluer. Y en a qui pleuraient. Il a reçu en cadeau avant de partir, quelque chose comme 200 ou 300 paquets de cigarettes. Lui disait de rester tranquille, pas donner un prétexte à la provocation* (un ex co-détenu de Marini au début de son incarcération à Salerne).

— *Je vivais dans une cave humide, ça sentait mauvais. Mes enfants en sont encore malades. J'ai écrit à tout le monde, même au Président de la République, mais personne n'a répondu. Alors on a pris la maison. La police est venue, et on les a chassés ; les fascistes sont venus, on leur a donné leur compte. Les camarades nous ont aidé. Marini est un camarade, et il a bien fait de donner son compte au fasciste. Nous irons au procès, il faut y aller* (une femme qui a occupé, avec 50 autre familles, un immeuble municipal, vide depuis deux ans. Les démocrates-*chrétiens* et les autres partis politiques se servent de ces logements pour maintenir leur clientèle électorale).

— *J'ai travaillé quinze ans sur les chantiers, en France. J'ai construit pas mal d'immeubles, et j'en suis devenu malade. Je suis retourné à Salerne, et là ils m'ont refusé un logement pour moi et ma famille. Marini a bien fait*

de se défendre contre les fascistes. Je les ai vus, moi, les fascistes, en 43, quand ils pendaient des garçons de 20 ans, coupables de vouloir la liberté du peuple. Maintenant les fascistes veulent encore enchaîner le peuple : nous devons les arrêter, Marini doit être libéré.

*

* *

Voilà, c'est le midi, son soleil, ses quartiers populaires, avec le linge aux fenêtres, où passent (rapidement) les touristes. Pour les gens qui y vivent, *peaux-rouges bougnoules du midi,* c'est le chômage, la petite délinquance, les caves. Si tu veux du travail, un logement, ça peut s'arranger, prends la carte du M.S.I. (ailleurs, ou en France, ce sera une autre carte, un autre Parti). Si tu fais ta mauvaise tête, méfie-toi, tu vas avoir des ennuis. Pendant ce temps, de vieux types minables, persuadés d'être des *têtes politiques,* discourent à la chambre ou dans les meetings sur *la volonté du monde politique d'arriver à résoudre la question méridionale.* Et le parti communiste italien, ici, ne vaut guère mieux : sa première réaction, au début de l'affaire, a été d'exprimer officiellement *ses profondes condoléances pour cette jeune vie tranchée,* celle du fasciste Falvella. Faire des discours à la tribune contre le *Fâchisme.* ça va bien, mais quand on le rencontre tous les jours dans son quartier, dans la peur des autres, dans les petites histoires minables, ou bien un soir, au coin d'une rue sombre, qu'est-ce qu'on fait ? Pendant que les *crétins parlementaires* additionnent des votes, dans les quartiers populaires de Salerne et de pas mal d'autres villes italiennes, se livrent de vraies luttes, sournoises, et journalières, contre la peur et la soumission. Ces luttes, des gens comme Marini peuvent les mener, ils sont chez eux, ils connaissent le terrain, c'est les leurs qu'ils défendent. Les meetings anti-fascistes ne sont peut-être pas inutiles. Ils sont dix fois moins dangereux pour le patronat et les fascistes qu'un seul Marini. Ce sont des gens comme Marini que les fascistes essaient d'avoir, lorsqu'ils veulent s'implanter, comme ils disent, et contrôler plus étroitement les quartiers de certaines villes. Et derrière les fascistes, on trouve vite l'Etat, ses flics et ses politiciens, les promoteurs, les *urbanistes,* les vendeurs de drogue.

Le commissaire Molino, chef de la brigade politique de Padoue, protégeait les poseurs de bombes fascistes ; on vient seulement en haut lieu de s'en apercevoir. Le commissaire Calabresi, son collègue de Milan, a été supprimé par les fascistes, parce qu'il devenait trop compromettant. Mais des fois, ces gens-là tombent sur un os. Marini, c'était un os, ils sont en train de s'en apercevoir ; il les emmerde autant en prison que dehors.

(*Les* interview *sont extraits de* Parlando di Giovanni Marini, *dans Rivista A., nov.-déc. 1973. Le comité de défense* G. Marini *de Florence, a édité un dossier intéressant.* Se scampi ai fascisti ci pensa lo stato - Dalla lotta al fascismo nel salernitano alle lotte nelle prigioni dello Stato, l'esperienza di un proletario, *Florence, 1974. Sur la « stratégie de la tension » des fascistes en Italie, il y a pas mal de bouquins, j'ai lu seulement* L'Etat massacre, *Editions Champ Libre, Paris, 1971).*

(Tiré de « Informations rassemblées à Lyon ». N° 3)

Portugal

Les travailleurs portugais sont-ils trop impatients ?

Le régime fasciste est tombé, mais le capitalisme demeure ! Ce changement de régime politique a fait naître un sentiment de libération, de suppression des entraves sociales et policières, qui est principalement ressenti par la classe qui porte, plus que toute autre, le poids de l'exploitation : la classe ouvrière.

Mais la chute du régime ancien s'est fait hors des voies légales ; elle a déclanché un processus nouveau, transférant dans la rue la politique et l'action. Les manifestations et la fraternisation entre soldats et ouvriers, les actions directes et violentes contre l'ancien appareil d'Etat qui a cessé momentanément de contrôler la vie sociale, tout cela libère des énergies collectives nouvelles et renforce la volonté d'agir et d'aller plus loin. Rapidement, le foyer de cette agitation collctive quitte la rue où patrons et ouvriers saluaient côte-à-côte la fin du fascisme, pour les *lieux de travail,* où ils se retrouvent face-à-face.

La force collective s'impose et impose des changements dans l'appareil de production, où la répression fasciste servait à garantir le maintien des rapports sociaux. C'est pourquoi, dans le mouvement de grève actuel, la question de l'épuration est l'un des points essentiels. Mais les attitudes des directeurs du personnel, surveillants et contremaîtres, que les ouvriers dénoncent comme des attitudes fascistes, *existeront toujours tant qu'il y aura du travail salarié.* C'est pourquoi les capitalistes résistent à ces mesures d'épuration.

Ce qu'ils ne peuvent pas mettre en jeu, c'est la « discipline » qui est la base de la production, et il est dangereux que les ouvriers s'habituent à vouloir imposer leur volonté sur ce terrain.

Mais derrière la chute du fascisme se profilent déjà d'autres formes du pouvoir capitaliste. Les actions ouvrières, les manifestations de force collective rencontrent chaque fois une plus grande résistance. En un sens, la Junte apparaît comme l'intermédiaire ayant pour fonction *de faire accepter aux travailleurs les intérêts des capitalistes.* Réclamer l'intervention de la Junte ,lui faire confiance cela revient à refuser de décider et d'agir directement face aux patrons, c'est abdiquer sa force collective. C'est ce qui s'est passé par ex, à la TIMEX, où les ouvriers unis et décidés ont été demander l'intervention de la Junte, celle-ci leur faisant finalement accepter une proposition que ne sert que la Direction. Ailleurs, c'est le souci de légalité qui a bloqué toute action. Avant même de savoir ce qui sera légal ou non, les gens prennent d'avance position contre l'illégalité. C'est ce qu'on peut lire dans la drclaration du personnel de l'Institut de Physique-Mathématique adressée à la Junte, où il est dit que l'on « condamne toutes les initiatives prises en dehors de la légalité démocratique qui est en cours d'élaboration ». D'autres, comme certaines directions des syndicats et des partis, ne cessent d'agiter la menace du chaos économique. Cela revient à adopter la position des capitalistes, selon qui on ne peut accorder quoi que ce soit aux ouvriers que si la productivité et les bénéfices (donc l'exploitation) s'élèvent eux aussi. A considérer la formation du gouvernement provisoire, la tendance est très nettement dans ce sens. Il s'agit de convaincre les travailleurs que « l'heure est venue de sacrifices pour tous les Portugais » (travailleurs des assurances « La Sociale »). On a déjà entendu ça quelque part ! Comme si tous les Portugais avaient des intérêts identiques ! Si les capitalistes ont un souci du salut de la société, pourquoi serait-ce toujours aux travailleurs de faire des sacrifices ?

Des communiqués de ce genre, il en apparaît de tous côtés, exprimant souvent l'opinion des travailleurs eux-mêmes : J. Pimenta, Firestone, etc. D'ores et déjà, cette attitude a pour résultat de faire renaître la peur qui avait disparu, détruisant ainsi la détermination de lutter. En affirmant qu'il « est impossible de céder à ces revendications », on oublie que cette réponse a toujours été celle des patrons, même avant le 25 avril. Tout dépend finalement de la force de la classe ouvrière. *Ce qui est possible, c'est ce qu'elle aura la force d'imposer.*

Tout cela ne suffisant pas, on commence à parler aussi de « provocateurs », des « impatients », des « aventuristes ». La Junte a publié un communiqué mettant en garde contre l'existence de provocateurs dans le bâtiment ; le même jour, 14 mai, les patrons de J. Pimenta distribuent ce même communiqué en réponse aux revendications des travailleurs ! Comme disait l'autre, « dis mois qui sera la Junte, je te dirai qui la Junte sert ». Aux chantiers de la Lisnave, la commission des travailleurs déclare « défendre les siens de l'entreprise et de l'administration », pendant qu'à la TAP, les syndicats s'en prennent aux ouvriers qui se comportent avec « la liberté » qui leur a été offerte comme des enfants à qui on donne un jouet et qui n'ont pas de répit avant de l'avoir cassé ». Chose intéressante, les partis et les organisations politiques qui, sous le fascisme, étaient tout excités par les grèves ouvrières, se mettent tout d'un coup à recommander le calme et font tout pour mettre fin aux conflits. A. Cunhal dit aux journalistes que « l'impatience pose des problèmes », comme on peut le lire à côté du communiqué des Forces Armées donnant le nom des jeunes morts à la guerre. Beau résultat de la patience ! Le PCP n'hésite pas du reste à dire que seuls les réactionnaires « ont intérêt à ce que la tension se développe ». Bientôt, les travailleurs qui veulent faire grève se verront accusés d'être des agents de l'ex-PIDE ! Aux mines de Panasquetra, les messieurs du Comité d'Entreprise de Covilha s'efforcent inlassablement d'étouffer le conflit, mais les ouvriers rejettent leurs propositions. Au point que les luttes ouvrières apparaissent maintenant comme une menace pour les sièges qu'ils occupent ou pensent occuper bientôt...

Une fois le fascisme abattu ,les travailleurs ne doivent pas désarmer. Ce qui a été obtenu par la force est la meilleure garantie pour le futur. C'est maintenant qu'il faut avancer des revendications, au moment où les anciennes institutions sont à terre et où les nouvelles ne sont pas encore consolidées. C'est maintenant que nous sommes forts ! La menace de retour du fascisme ne sert qu'à entraver la lutte ouvrière et le développement de la conscience de classe des travailleurs.

Tout le problème actuel du capitalisme, c'est de passer d'une forme arriérée et rigide de domination — le fascisme — à un encadrement démocratique, avec cogestion et participation des travailleurs à leur propre exploitation. En leur donnant l'illusion d'être maîtres de leur propre destin.

Tant qu'existent le capitalisme et l'Etat, fondés sur le salariat, les travailleurs ne peuvent rien contrôler du tout. Il n'y a pas d'étapes de pouvoir intermédiaire. Ou bien le pouvoir est entre nos mains, reposant sur des organisations démocratiques de base qui gèrent l'ensemble de la vie sociale, ou bien il est dans celle de l'Etat capitaliste. Et en attendant, la seule chose que nous puissions contrôler et gérer, ce sont nos propres luttes : en préservant le pouvoir de décision des assemblées générales, en utilisant comme moyen de pression l'action directe, en récusant les délégations permanentes de pouvoir, qui font surgir des « sauveurs professionnels », auxquels nous devrons, une fois de plus, faire confiance. De même, le ralentissement des cadences (Convex), la réduction de l'échelle des salaires (Compagnie Aérienne, Bâtiments), les augmentations égales pour tous, le refus de percevoir les titres de transports (Soc. Estoril, Belos), enfin le refus des compromis et des négociations en fixant des dates limites de réponse aux directions voilà des exemples de développement des luttes ouvrières. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons faire face aux groupes politiques, grands ou petits, qui ne voient dans la lutte de classe qu'un moyen pour renforcer leurs organisations.

C'est de la capacité de contrôler les luttes d'aujourd'hui, en réfléchissant sur nos actions collectives et sur leurs conséquences, que naîtra la force et la volonté qui nous permettra d'en finir une bonne fois avec l'exploitation du travail (le salariat), avec cette société de merde et toutes ses institutions, ses postes, ses bonzes, ses sauveurs profesionnels, etc...

TRAVAILLEURS, SOYONS IMPATIENTS ! COMPTONS SUR NOS PROPRES FORCES !

Groupe lutte de classe

(Tract distribué à Lisbonne)

LIRE OU NE PAS LIRE

« DE LA GREVE SAUVAGE A L'AUTOGESTION GENERALISEE » (1)

« Il indiquerait la voie à suivre pour aboutir à une complète harmonie entre la nature et l'esprit... Transposition joyeuse du Paradis tel qu'il était à l'époque d'Adam et tel qu'il sera sous le règne du nouvel Adam ... le royaume millénaire gouverné par l'esprit divin et innocent de l'amour. Le tableau tout entier serait une illustration des rites d'une secte hérétique, la secte du libre Esprit, qui pratiquait le culte d'Adam et à laquelle Bosch aurait adhéré. L'œuvre serait en somme une émanation du vieux gnostisme licencieux qui érigeait la débauche en méthode d'ascension spirituelle. » Robert L. Delevoy, à propos du Tableau de Jérôme Bosch : Le Jardin des Délices (dont un fragment illustre la couverture du livre cité).

Sans chercher à deviner qui écrit sous le nom de Ratgeb, on peut dire que ce texte est une continuation des essais de Vaneigem : « Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations » (2), « Avis aux civilisés relativement à l'autogestion généralisée (3), « Terrorisme ou révolution » [texte précédant « Pour la révolution » d'Ernest Cœurderoy (4)], ce dernier, « ébauche d'un ouvrage qui paraîtra sous une forme plus appropriée » : « De la grève sauvage... » pourrait être, cette forme. Le livre, dense et bref, d'une grande clarté, se compose de trois parties : La société de survie, ABCD de la révolution et l'autogestion généralisée.

Le tout est un plaisir pour qui n'a pas vu paraître, depuis 68, un seul livre révolutionnaire, bien que l'amoncellement, au nom du gauchisme, des ouvrages spécialisés puisse donner l'illusion du contraire : les collections de livres gauchistes, en dehors de quelques rééditions, ne sont en fait que sociologie, économie, psychologie, histoire, ou simplement journalisme.

Le problème du cours de la révolution, de la radicalisation des luttes ouvrières, est manifestement ce qui presse le plus Ratgeb d'écrire, c'est à la fois la partie du livre (ABCD de la révolution) la plus catégorique, la plus précise et la plus fragile : criticable, pratiquement irréalisable. Le plus difficile à déterminer est la stratégie de la révolution : le danger du schématisme et de la simplification est grande. Le rôle de stratège, même collectif, retourne toutes les séparations du vieux monde contre les meilleures intentions révolutionnaires. Ratgeb emploie un vocabulaire militaire (zone, ennemi, ralliement, guérilla...) qui est trop simpliste pour caractériser la violence révolutionnaire. Mais le texte ouvre la voie de l'autogestion généralisée quand il montre que la force de la révolution sera dans ses capacités de transformation immédiate de la vie, de passage de l'échange au don, d'abolition du travail forcé et du salariat. Si « les nouveaux droits de l'homme » ont déjà trouvé à travers ce livre un bon « anti-législateur », la révolution ne possède pas encore son anti-stratégie et, de fait, elle ne peut s'inscrire que dans le cours de la lutte autonome des travailleurs.

---

(1) par Ratgeb. Edit. 10-18, moins de 4 F.
(2) par Raoul Vaneigem. Edit. Gallimard NRF (réédité en 1972).
(3) Internationale Situationniste n° 12. (Réédition complète : Van Gennep, Amsterdam 1970) I. S. : B. P. 307-03 Paris.
(4) Edit. Champ Libre. Paris 1972.

Tous les scientistes, économistes ou psychologues ne pourront supporter de voir fonder la révolution sur « les refus les plus communs », sur la distribution des richesses : le DON, sur le droit des passions et le retour des temp aventureux, mais leur raisonnabilisme leur permet trop bien de fonder les ravages quotidiens du capitalisme.

Un critique littéraire du journal « Le Monde » a félicité Ratgeb pour son imagination poétique (il s'étonnerait moins s'il se souvenait de Fourier), la « poésie », si elle permet de voir plus près de soi-même et plus loin que la première crise pétrolière ou gouvernementale venue, est la subversion même.

Ratgeb démontre que la plus efficace pratique révolutionnaire est celle qui se fonde sur « la hausse immédiate du plaisir de vivre », non sur la morale et la justice de nos socialistes scientifiques. Les travailleurs de Lip ont déjà donné une assez belle idée de ce plaisir, et ils ont d'une seule grève active obscurci l'avenir de leur paternalistes protecteurs de la CFDT et PSU. Le coup de barre électoraliste, mitterrandiste de cette gauche, qui réduit l'autogestion à un programme électoral, n'est bien compréhensible que par rapport à la tentative ouvrière de Lip.

La gauche en France = le capitalisme bureaucratique + la démocratie bourgeoise. Il leur faut faire oublier Lip, l'enfouir comme une anecdote dans la « grande marche au pouvoir de la gauche », il faut au contraire pour nous, pour les travailleurs, discuter les insuffisances de Lip, critiquer tout ce qui restait encore de représentation ouvrière, de séparations dans la lutte, de dépendance de l'organisation des grévistes par rapport aux bureaucraties, tout ce qui a causé l'isolement du mouvement...

L'autogestion généralisée, telle qu'elle est décrite et synthétisée par Ratgeb, telle qu'elle a été discutée, étudiée, à travers l'histoire du mouvement ouvrier par des groupes comme Noir et Rouge (5), telle qu'elle est pour chacun la lutte contre tous les pouvoirs qui veulent canaliser notre vie, l'autogestion généralisée reste la forme d'organisation sociale la plus haute que seule la lutte autonome des travailleurs peut réaliser pour changer la vie en transformant le monde. Dans ce sens, le livre de Ratgeb est à prendre, sur sa propre demande, comme une somme de « contributions à la lutte des ouvriers révolutionnaires, destinées à être discutées, corrigées et principalement mises en pratique sans trop tarder. »

M. M.

---

(5) « L'autogestion, l'Etat et la révolution », Noir et Rouge. Edit. La Tête de Feuilles. On trouvera des études, informations et analyses sur les grèves sauvages dans des numéros d'I.C.O., disponibles pour les camarades que ça intéresse : commandes à la revue.

REVUES ET JOURNAUX

SOLIDARITE OUVRIERE, B.P. 31, Saint-Cyr-L'école (78) : organe de l'Alliance syndicale (courant syndicaliste révolutionnaire et anarcho syndicaliste d'expression française). Mai 74 :

— oppose à un président pour tous les français, un syndicat pour tous les travailleurs !

— la psychanalyse ;;

— des informations intéressantes sur l'Allemagne.

•

L'ANARCHO : Jean Gouin, 53, rue V.-Basch, 24000 Périgueux, C.C.P. 1083-67 Limoges.
« *L'anarcho syndicaliste* paraîtra dorénavant amputé de la deuxième partie de son titre. Nous entendons par ce fait, dénoncer le Mythe Syndical. Les syndicats actuels, bureaucratisés, sont, consciemment ou non des soutiens du régime de domination de l'homme sur l'homme plus que des moyens d'émancipation... Notre Bulletin est une tribune libre ... des opinions divergentes s'y expriment. »

N° 137 : contre les élection ;

avril 74 : contre la candidature Piaget ;

— Article sur la grève des abattoirs : Doux Pedernec ;

— Ouverture d'un débat sur l'Occitanie.

●

L'INTERNAZIONALE : Quinzomadaire anarchiste italien, Casella Postale 173 - 60 100, Ancona.

Dans son n° du 1er mai 1974, il titre :
« les anarchistes conséquents avec leurs idées ne votent ni pour l'état, ni pour l'église ».

A propos du référendum sur le divorce : le débat est ouvert, de savoir si un référendum sur une question précise est identique à des présidentielles ou à des législatives.

●

LA VACHE ENRAGEE : n° 8, mai-juin 1974, organe du M.E.U. (Mouvement Ecologique Unifié) qui a présenté René Dumont à la président de la République, 8, rue de Bouillant, 50300 Avranches.

— l'agriculture biologique,
— les bouteilles en plastique.

Un peu boy scout et non violent, mais plein d'informations et de toutes les façons, problèmes que devront bien poser un jour les révolutionnaires.
Pourquoi pas aussi dans « La Lanterne Noire » ?

●

INFORMATIONS RASSEMBLEES A LYON : n° 3, mai-juin 1974, J.-J. Gay, 8, rue Lauterne, 69001 Lyon.

— Lip (voir compte rendu).
— L'affaire Marini en Italie (reproduit dans *La lanterne noire).*
— Réflexions à propos des *Cahiers de mai.*
— Informations sur la FPA, sur l'enfance inadaptée, etc...

« La plupart des copains qui font le présent journal se réclament clairement de l'Anarchisme ... »

●

COMMUNE LIBRE : n° 4, juillet 1973. Dossiers Anarchistes d'Information.

« L'Anarchisme dont nous nous réclamons est la somme des formulations émises au cours des Communes Insurrectionnelles, des affirmations radicales de l'association ouvrière, des remises en cause culturelles, humaines et sociales qui, autant issues de créateurs individuels que de Communes libres et de Conseils ouvriers, sont l'Alternative unique à l'apocalypse totale et à la fourmilière d'hommes seuls »

Commune Libre, B.P. 521, 31011 Toulouse Cedex.

A noter dans le n° 7 (juin 1974), les articles suivants :
— « Autogestion et Autodestruction »,
— « Violence et Terrorisme »,
— « Conseillisme et Anarchisme ».

●

sommaire

Prix 4,50 F.

Imp. Ruche Ouvrière, 10, r. Montmorency, 75003 Paris